

CONSEIL NATIONAL

No 76.031

Commission de gestion
Section Département politique et
Chancellerie fédérale

P r o c è s - v e r b a l

de la

séance du 30 avril 1976, à 08.00 h., à Berne

Palais du Parlement, Cabinet du Président du Conseil national

Présidence: M. le Conseiller national Riesen

Sont présents: Mme et MM. les Conseillers nationaux Blunschy,
Gut, Müller-Lucerne

M. le Conseiller fédéral P. Graber

MM. les ambassadeurs Diez, Janner, Heimo,
Raeber

Procès-verbal: Mlle Wüthrich (allemand)
M. Chassot (français)

Excusé: M. le Conseiller national Corbat

Ordre du jour

Rapport de gestion 1975 du Département politique

M. Riesen, président de la section, remercie le département des réponses données aux questions concernant le blocage du personnel.



- 2 -

Hr. Müller-Luzern dankt für die schriftliche Antwort auf die Frage, ob nach dem Vorbild anderer Staaten auch auf unsern Botschaften Nicht-Diplomaten eingesetzt werden könnten; die Frage wurde von Journalisten an uns herangetragen. Meines Wissens werden beispielsweise von den USA Nicht-Diplomaten sogar auf wichtigen Posten eingesetzt.

M. Graber, Conseiller fédéral: Il y a en effet une pratique difficilement acceptable, mais assez courante aux Etats-Unis, c'est celle de promouvoir ambassadeur des personnes qui ont contribué à l'élection du président. Nous avons souffert de cette situation. Trop longtemps, nous avons connu des diplomates qui n'étaient pas de carrière et qui n'assumaient pas leur fonction de chef de mission. Le dialogue avec l'ambassadeur des USA à Berne se situait donc au niveau des conseillers d'ambassade, qui eux étaient de qualité. Il n'y avait pas de contact possible au sommet. Il est vrai que dans certains postes, Paris par ex., des hommes politiques assez éminents - journalistes peut-être -, très proches du président et très versés dans la politique internationale, connaissant encore mieux les besoins de la politique nationale des USA, aient été à l'occasion utilisés comme ambassadeurs.

Si d'aventure, pour un de nos postes importants, un homme qui n'est pas de la carrière, journaliste ou politique, offre l'expérience nécessaire de la politique européenne et mondiale, et si nous n'avons pas vraiment dans les propres rangs de la carrière l'homme tout à fait idoine pour la fonction, je n'hésiterai pas à faire un appel de ce genre. Il n'y a pas de préjugé dans ce domaine.

Examen du rapport de gestion

Première partie

Le Président: Quelles sont les perspectives en ce qui concerne la Conférence sur la Coopération économique internationale, plus spécialement pour ce qui est des travaux entrepris par les commissions où la Suisse est représentée, soit celles de l'énergie et des affaires financières?

M. Graber, Conseiller fédéral: Il est prématuré d'émettre un jugement sur l'aboutissement de cette conférence. Elle est bien partie, au niveau ministériel, en décembre dernier à Paris. On y a manifesté une volonté assez générale et certaine de déboucher sur quelque chose, aux prix d'une longue et difficile concertation. Actuellement on procède, au niveau des commissions, à l'analyse de tous les problèmes qui devraient être affrontés, dans l'idée ensuite d'entrer dans la phase de la recherche des so-

- 3 -

lutions. Il n'y a pas encore de signes qui permettent avec certitude d'avoir des espoirs excessifs. La dimension des problèmes mis en cause, d'ordre politique, économique et autres est extraordinaire. Mais il n'y a pas non plus de signes qui déjà doivent faire douter du résultat. La difficulté est que les 19 pays représentant le Tiers-monde attendent de la part des Etats développés, des résultats concrets à brève échéance. Ici, les grincements commencent.

Pour ce qui est de l'énergie, l'affaire se trouve maintenant dans le camp de la CNUCED, à Nairobi. Dans ce cadre, les mêmes problèmes réapparaîtront mais avec un plus grand nombre de participants. Y aura-t-il accord?

Cette conférence nous semble néanmoins très importante, c'est pourquoi nous avons mis un soin particulier à constituer notre délégation, malgré les faibles moyens dont nous disposons.

Président: Je vous remercie et je me réserve de soulever cette question devant le plénum.

Hr. Gut: Im Zusammenhang mit der Konferenz über internationale und wirtschaftliche Zusammenarbeit zwei Fragen:

1. Hat die Schweiz in gewissem Sinne ein Mandat von Seiten anderer Länder, die an der Konferenz nicht teilnehmen können (z.B. Oesterreich)? Vertreten die nach Paris Delegierten die andern Länder?
2. Könnte uns diese Privilegierung, je nach Resultat der Konferenz, eventuell zu besondern Leistungen verpflichten?

M. Graber, Conseiller fédéral: Il y a eu une certaine compétition ouverte entre l'Autriche et nous pour savoir lequel des deux aurait accès à cette conférence. La Suisse a été préférée car elle est plus représentative de certains grands chapitres de l'économie. L'Autriche ne nous a pas donné de mandat, elle s'en garde. Elle n'entend pas du tout être représentée par quelqu'un d'autre. En revanche, dans le cadre des relations amicales et constantes que nous entretenons avec elle, nous nous sommes engagés à bien la renseigner. Nous en restons cependant au stade de l'information.

Est-ce qu'il résultera de cette conférence des obligations particulières pour notre pays? Nous n'y coupons plus. Que ce soit à Paris, dans le cadre des négociations Nord-Sud, que ce soit dans les institutions internationales qui s'occupent du développement, la Suisse s'est vraiment laissée glisser d'une manière un peu trop ostensible en queue de peloton et les pressions deviennent

- 4 -

assez fortes pour que l'on accroisse un peu notre effort. Nous ne pouvons pas plaider nos difficultés financières et pourtant, les obstacles sont réels.

Je ne pense pas que notre appartenance aux négociations Nord-Sud puisse accroître beaucoup nos difficultés, si ce n'est cette espèce d'obligation morale qui se fortifie encore face à cette présence du Tiers-monde. On voit mal la Suisse jouer, dans le cadre de ces négociations, un rôle important même de conciliation seulement, si en même temps elle décline sa participation normale à la coopération au développement sous toutes ses formes.

Président: Qu'en est-il de l'éventuel transfert à Vienne de certains organes et services de l'ONU ayant actuellement leur siège à Genève?

M. Graber, Conseiller fédéral: L'Assemblée générale de l'ONU devrait normalement prendre une décision à ce sujet cette année encore, sur la base de l'enquête faite par des délégués que nous avons rencontrés très récemment. L'affaire est en mouvement mais il n'y a pas lieu d'avoir des craintes sérieuses.

L'Autriche a fait un effort incroyable, pour des raisons politiques et de prestige, en acceptant de construire pour les deux institutions qu'elle avait déjà (ONUDI et Agence atomique) des bâtiments nouveaux d'une dimension disproportionnée aux besoins. Elle a ainsi dépensé des sommes gigantesques pour la construction, dans le Donaupark, de ce que l'on appelle déjà UNO-City, à tort ou à raison. L'ONUDI et l'Agence atomique étant responsables des dimensions de ces nouveaux bâtiments, l'ONU se sent un peu moralement engagée. Elle souhaiterait que ces tours ne demeurent pas vides, d'autant plus qu'elles lui sont offertes gratuitement, ce qui n'est pas le cas ni à Genève, ni à New-York.

Nous nous sommes mis d'accord avec les Autrichiens sur le principe qu'en aucun cas on ne créerait un trou à Genève pour en boucher un à Vienne. Cependant, dès le moment où Genève serait saturée, (bâtiments existants entièrement occupés, extension plus possible sans de nouvelles constructions) on accepterait volontiers de transférer à Vienne ce que Genève ne pourrait plus accueillir. Il en va de même pour New-York.

L'intention du secrétariat de l'ONU est de diriger vers Vienne plutôt des institutions nouvelles. Il n'y a donc pas de menace réelle pour Genève. Nous suivons cependant cette affaire avec une attention considérable.

Président: Est-ce que l'ONU pourrait être amenée à créer des centres dans les pays de l'Est ou au Tiers-Monde par exemple, afin d'établir un certain équilibre?

- 5 -

M. Graber, Conseiller fédéral: Dans le Tiers-monde certainement. On a déjà commencé à Nairobi. La tendance de la majorité des Etats membres de l'ONU n'est guère favorable à la création d'un deuxième centre européen. Si un troisième centre devait être créé, le choix se porterait plutôt vers le Tiers-monde, bien que les premières expériences à cet égard ne soient pas très encourageantes.

Président: La Suisse a signé le Traité de non-prolifération des armes nucléaires, pour quand pouvons-nous en attendre la ratification?

M. Graber, Conseiller fédéral: La réponse se situe au niveau parlementaire et non pas gouvernemental. Cela dépend en partie de la décision que prendra la commission du Conseil des Etats, à la suite du rapport complémentaire que nous lui avons remis à sa demande.

Le Club de Londres procède actuellement à l'élaboration de règles qui vont très au-delà du Traité de non-prolifération. Plus la situation évolue, plus on se rend compte que des pays tels que le nôtre seront soumis à des contrôles bilatéraux ou multi-latéraux. Dans ces conditions, le Conseil fédéral demeure convaincu qu'il y a avantage à ratifier le Traité car il nous permet au moins de bénéficier d'une collaboration internationale en matière de production d'énergie atomique à des fins pacifiques.

Tous les systèmes de contrôle des fournitures atomiques ont des implications sur notre politique énergétique.

Direction politique

Hr. Müller-Luzern hat dem Informationsdienst einen Besuch abgestattet und orientiert über seine Eindrücke. Wie ich feststellen konnte, funktioniert das System sehr gut. Die Öffentlichkeit wird heute durch das EPD wesentlich besser informiert als dies früher der Fall war.

Vor kurzem ist das EPD in der NZZ scharf angegriffen worden mit dem Vorwurf, die schweizerischen Vertretungen im Ausland unternähmen nichts, um die Handelsbeziehungen und den Export zu fördern. Eine Antwort auf diesen Artikel habe ich nicht gesehen. Dieses Thema könnte eventuell auch im Ratsplenum aufgegriffen werden.

M. Graber, Conseiller fédéral: Il y a eu une réponse extrêmement pertinente, du secrétaire général du département, M. l'ambassadeur Weitnauer. Je souhaiterais même que cette question

- 6 -

soit posée au plénum. L'effort que nous faisons dans ce domaine est considérable, par rapport aux moyens dont nous disposons. D'une façon générale, nos missions sont très bien équipées en collaborateurs connaissant les problèmes économiques et commerciaux. A cause du blocage de l'effectif du personnel, nous sommes contraints de diminuer les effectifs dans certaines missions pour pouvoir renforcer ailleurs. Nous faisons tout notre possible pour suivre au mieux la réalité.

Je puis vous assurer qu'entre la Division du commerce et nos ambassades, il y a des liens constants et excellents. Le système ne connaît vraiment aucune faille. Notre effort est dirigé vers les pays producteurs de pétrole en particulier. Nous y installerons 2 ou 3 ambassadeurs de plus. Il est intéressant de constater que certaines personnes découvrent le département politique seulement au moment où la récession commence à se faire sentir. Ce sont les moyennes entreprises qui ont le plus besoin de nos services dans la situation actuelle. Il s'agit de les grouper en Suisse déjà pour qu'elles soient compétitives.

Hr. Gut weist darauf hin, dass sich ein mittelgrosser schweizerischer Exporteur über die Effizienz unserer Vertretungen sehr beklagt habe. Wenn ein Interessent in einem andern Land sich bei unserer dortigen Vertretung nach Wirtschaftspartnern in der Schweiz erkundigt, werden ihm nur die grossen Firmen genannt. Ueber mittlere und kleinere Firmen seien, nach seinen Aussagen, unsere Botschaften nicht dokumentiert. So komme er nie ins Gespräch mit ausländischen Partnern.

M. Graber, Conseiller fédéral: Je suis prêt à examiner ce cas avec la Division du commerce et l'OSEC en particulier qui est la première responsable. Malgré tous les efforts déjà entrepris, il est possible que des améliorations soient encore nécessaires.

M. Heimo, Ambassadeur: Nous disposons dans les ambassades de renseignements absolument complets sur la structure de l'économie suisse et sur toutes les firmes qui produisent tel ou tel article. Il nous est donc possible d'informer un étranger qui s'intéresse à nos productions de façon extrêmement détaillée sur tous les producteurs, grands et petits.

Direction des organisations internationales

Hr. Gut berichtet über seinen Besuch bei der Organisation für internationale Angelegenheiten. In den Gesprächen mit Herrn Botschafter de Ziegler und anschliessend mit den Herren Franz Muheim und Dr. Bourgnon habe ich einen sehr guten Eindruck von der in dieser Abteilung geleisteten Arbeit erhalten. Um die be-

- 7 -

handelte Frage "Umweltschutz" gesamthaft beurteilen zu können, müsste ich natürlich auch das Amt für Umweltschutz im Departement des Innern aufsuchen und mich über die Kontakte mit dem EPD erkundigen. Ist auf diesem Gebiet die Einschaltung des EPD überhaupt nötig? Wie ist das Verhältnis der Fachleute zu den "Internationalisten"? Wie mir Herr de Ziegler erklärte, übernimmt stets das Sachdepartement die Führung der Delegation, wobei ca. die Hälfte der Punkte der Tagesordnung politische Fragen betreffen.

Für die Vertretung bei der OECD in Paris hat Herr Botschafter Grübel 8 Diplomaten zu seiner Verfügung, d.h. eine recht grosse Delegation. Ein Mitarbeiter befasst sich auch mit den Umweltproblemen. Es stellt sich hier die grundsätzliche Frage, ob nicht für gewisse Konferenzen ein Mitarbeiter der Botschaft am betreffenden Ort delegiert werden könnte.

M. Graber, Conseiller fédéral: En règle générale, on accorde toujours la priorité au département concerné. Si parfois on délègue également un conseiller diplomatique, c'est précisément à cause du fait que les problèmes politiques abondent dans toutes les conférences, même d'aspect tout à fait technique. Dans de nombreux cas, on choisit des diplomates qui se trouvent sur place. Il arrive même que l'ambassadeur lui-même fasse partie de la délégation.

Je vérifierai néanmoins dans la pratique comment les choses se passent exactement.

M. Heimo, Ambassadeur: Le spectre de matières couvert par l'OCDE est extrêmement large. On doit par conséquent effectuer une répartition de ces matières entre les diplomates présents. L'un sera chargé par exemple de l'environnement, mais il aura en même temps 3 ou 4 autres sujets. Il n'y a pas un spécialiste qui s'occupe uniquement de l'environnement dans le cadre de l'OCDE à Paris.

M. Graber, Conseiller fédéral: L'OCDE est un des rares endroits où l'on peut former les diplomates aux multilatérales. C'est une excellente école.

Hr. Botschafter Diez: Bei der Tätigkeit auf multilateralem Gebiet geht es nicht nur um die rein aussenpolitischen Fragen. Es gibt eine Art Umweltdiplomatie, für die sich die Leute vom Amt für Umweltschutz weniger interessieren: die Frage des Ueberlebens der Menschheit. Diese Aspekte mit den vielen Fachausdrücken werden von unsern Diplomaten an Ort und Stelle nur am Rande behandelt. Für uns ist wichtig, Doppelspurigkeiten auf dem Gebiete der internationalen Organisationen zu bekämpfen. Dazu braucht es

beispielsweise die Kenntnisse der Konferenz von Nairobi für diejenige von Paris und die Kenntnisse von Paris für andere Konferenzen etc.

Hr. Gut erklärt sich von den Antworten befriedigt.

Le délégué à la coopération technique

Frau Blunschy berichtet über ihre Unterredung mit Botschafter Heimo, der alle von ihr aufgeworfenen Fragen beantwortet habe. Für uns ist wichtig feststellen zu können, dass gemäss dem Bericht des Bundesrates die Prioritäten heute schon so gesetzt werden, wie sie das neue Gesetz über technische Zusammenarbeit vorsieht. Leider werden nur 0,14% unseres Bruttosozialproduktes für technische Zusammenarbeit eingesetzt. Hier besteht ein gewisses Auseinanderklaffen zwischen der Meinung der Öffentlichkeit einerseits und der Mehrheit des Parlamentes und der Verwaltung andererseits. In Bezug auf Information sollte in nächster Zeit auf diesem Gebiet ein Vermehrtes getan werden, besonders im Hinblick auf die Abstimmung vom 13. Juni. Wie die Entwicklung zeigt, gewinnt die multilaterale Hilfe an Bedeutung, während die bilaterale Hilfe etwas in den Hintergrund tritt. Die Notwendigkeit der multilateralen Hilfe wird aber im allgemeinen vom Volk weniger verstanden. Zudem wird diese Einstellung durch gewisse Fernsehsendungen noch verstärkt (Sendung Henri Dunant/Rotes Kreuz).

Im Zusammenhang mit dem neuen Gesetz, in welchem humanitäre Hilfe, technische Hilfe, Finanzhilfe, Nahrungsmittel etc. zusammengefasst werden, kann man sich fragen, ob in Bezug auf die Organisation nicht auch in der Verwaltung die Behandlung dieser Gebiete zusammengelegt werden könnte. Herr Botschafter Heimo hat dabei auf die gute Zusammenarbeit mit den verschiedenen Stellen, die sich mit humanitärer Hilfe befassen, hingewiesen. Auch der Kontakt mit den Botschaften und Konsulaten spiele sehr gut.

M. Graber, Conseiller fédéral remercie Mme Blunschy de ses remarques qui sont absolument pertinentes. Le volume de notre information est considérable depuis assez longtemps. Cette information n'a cependant que peu d'écho s'il n'y a pas une sorte d'éveil de l'intérêt du peuple à cause de quelque chose de concret, votation IDA par exemple.

- 9 -

Divers

Hr. Müller-Luzern gratuliert dem Departement für den sehr interessanten "Florian"-Bericht, der eine gelungene Pionierarbeit darstellt.

Le Président remercie M. le Conseiller fédéral Graber et MM. les Ambassadeurs des renseignements donnés à la section DPF.

La séance est levée à 08.55 h.

Les procès-verbalistes:

E. Weiblich
H. Loret

NATIONALRAT

3003 Bern, den 26. Januar 1976

Geschäftsprüfungskommission
Tel. 031/61.97.12F r a g e n ,

die den Departementen und der Bundeskanzlei
gemäss Kommissionsbeschluss vom 23. Januar 1976
zur schriftlichen Beantwortung überwiesen werden.

I. Fragen an alle Departemente

Die Kommission ersucht das Departement um einen Bericht über die Auswirkungen des Personalstopps im Jahre 1976. Der Bericht sollte u.a. über folgende Fragen Auskunft geben:

- a) Wie hat sich der Personalbestand in den einzelnen Abteilungen entwickelt ? Welche internen Personalumstellungen wurden vorgenommen ?
- b) In welchen Aemtern oder Abteilungen ergeben sich durch den Personalstopp schwerwiegende Probleme ? (Bitte um nähere Angaben) Was hat das Departement bereits vor-gekehrt, um solche Engpässe zu überwinden (Personalumschichtungen etc) ?

II. Frage an die Bundeskanzlei

Wir ersuchen um ein Verzeichnis der Staatsverträge, die vom Bundesrat unterzeichnet, dem Parlament aber noch nicht zur Ratifikation unterbreitet worden sind.

III. Frage an das Politische Departement

IV. Fragen an das Departement des Innern

1. Die Kommission ersucht um einen Bericht über die Reorganisation der eidgenössischen Statistiken, worin u.a. folgende Fragen beantwortet werden sollten:
 - a) Ist die Reorganisation des Eidg. Statistischen Amtes gemäss Bericht BWI abgeschlossen ? Wenn ja, ersuchen wir um nähere Angaben.

- b) Wie weit sind die Arbeiten für eine Neuordnung der Bundesstatistiken im allgemeinen gediehen ?
- Ist die Bestandesaufnahme über die in der Verwaltung geführten Statistiken abgeschlossen ?
 - Ist entschieden, welche Statistiken überhaupt geführt werden sollen, welche im Statistischen Amt und welche in andern Bundesämtern ?
 - Ist der interdepartementale Koordinationsausschuss verstärkt und mit den nötigen Kompetenzen ausgestattet worden ? Welches war seine Tätigkeit im abgelaufenen Jahr ?
 - Sind die Arbeiten für die Vorbereitungen eines neuen Gesetzes über die Statistiken an die Hand genommen worden ?
 - Ist zur Prüfung dieses Fragenkomplexes eine Konsultativkommission (Bund, Kantone, Städte, Wirtschaftsverbände, Wissenschaft) eingesetzt worden ? Wenn ja, ersuchen wir um Angaben über ihre Tätigkeit.

2. Im Auftrag der Schweiz. Gesellschaft für Versicherungsrecht hat Prof. Maurer unter dem Titel "Kumulation und Subrogation in der Sozial- und Privatversicherung; ein Beitrag zur Harmonisierung der Gesetzgebung" einen Bericht erstattet, der eine bessere Koordination zwischen den Leistungen der Sozial- und der Privatversicherung herbeiführen will. Wie stellt sich das Departement zu diesen Problemen ?

V. Fragen an das Justiz- und Polizeidepartement

VI. Fragen an das Militärdepartement

1. (in Ergänzung zur Frage an alle Departemente)
Neue Instruktorstellen: Die Zahl der Instruktoren (Of + Uof) ist ungenügend. Der Bundesrat hat zugesichert, die Ergänzung des Instruktionskorps trotz Personalstopp durch einen internen Ausgleich anzustreben. Welche Resultate sind erzielt worden ?
2. Laufende Ausgaben: Bekanntlich sind die Ausgaben für Rüstung in den letzten Jahren stark eingeengt worden. Welche Anstrengungen sind im EMD unternommen worden, um die laufenden Ausgaben in den Griff zu bekommen mit dem Ziel, für die Rüstung mehr Mittel freizustellen ?

VII. Fragen an das Finanz- und Zolldepartement

VIII. Fragen an das Volkswirtschaftsdepartement

IX. Frage an das Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement

Bekanntlich ersucht die SRG um eine Erhöhung der Radio- und der Televisions-Konzessionsgebühren um 30 %. In kürzlich in der Presse erschienenen Artikeln wird an der Geschäftsführung und Finanzgebarung der SRG heftig Kritik geübt. (Ueber 80 neue Planstellen seit 1970, zahlreiche neue Funktionen mit Direktorengehältern, überdimensionierte und luxuriöse Bauten etc.) Uebt das Departement als Aufsichtsbehörde über die SRG eine wirksame Aufsicht über die Geschäftsführung und das Finanzgebaren dieser Institution aus ? Hat es neben den Berichten der Kontrollstelle auch Einsicht in die Berichte des internen Inspektorates ? Hat es selber gewisse Untersuchungen veranlasst oder durchgeführt ?

Bitte die Antworten in 35 deutschen und 15 französischen Exemplaren bis zum 31. März 1976 im Sekretariat der Geschäftsprüfungskommissionen, Bundeshaus West, 2. Stock, Zimmer 220/222, abgeben.

CONSEIL NATIONAL

3003 Berne, le 26 janvier 1976

Commission de gestion

Tél. 031/61.97.12

Q u e s t i o n s

auxquelles les départements et la Chancellerie fédérale sont priés de répondre par écrit, conformément à la décision de la commission du 23 janvier 1976.

I. Questions à poser à tous les départements

La commission demande au département de lui remettre un rapport sur les effets du blocage de l'effectif du personnel en 1975. Le rapport devrait notamment fournir des renseignements sur les points suivants:

- a) Comment l'effectif du personnel a-t-il évolué dans les divisions ? A-t-on procédé à des permutations internes ?
- b) Dans quels offices ou divisions le blocage provoque-t-il des difficultés ? (Prière de donner des renseignements détaillés.) Quelles mesures le département a-t-il déjà prises pour remédier à de telles difficultés (permutations internes etc.) ?

II. Question à poser à la Chancellerie fédérale

La commission demande à la Chancellerie de lui fournir une liste des traités internationaux qui ont été signés par le Conseil fédéral mais n'ont pas encore été soumis au Parlement, pour ratification.

III. Question à poser au Département politique

IV. Questions à poser au Département de l'intérieur

1. La commission demande un rapport sur la réorganisation des statistiques de la Confédération, notamment en ce qui concerne les points suivants:
 - a) La réorganisation du Bureau fédéral de statistique proposée par le rapport BWI est-elle terminée ? Dans l'affirmative, nous vous prions de nous donner des précisions.

- b) Où en sont les travaux relatifs à la réorganisation des statistiques fédérales ?
- Le recensement des statistiques établies par les soins de l'administration est-il terminé ?
 - A-t-on déterminé quelles statistiques doivent absolument être établies, lesquelles doivent être faites par le Bureau de statistique et lesquelles par d'autres offices fédéraux ?
 - La commission interdépartementale de coordination de la statistique a-t-elle été renforcée et dotée des attributions nécessaires ? Quelle a été son activité au cours de l'année écoulée ?
 - Les travaux préliminaires que requiert l'élaboration d'une nouvelle loi sur les statistiques ont-ils été entrepris ?
 - Une commission consultative a-t-elle été constituée pour étudier l'ensemble de ces questions (commission qui devrait comprendre des représentants de la Confédération, des cantons, des villes, des organisations économiques, de la science) ? Dans l'affirmative, la commission désirerait recevoir des indications concernant l'activité de cet organe consultatif.
2. A la demande de la Société suisse de droit des assurances, le professeur Maurer a publié un rapport intitulé "Kumulation und Subrogation in der Sozial- und Privatversicherung; ein Beitrag zur Harmonisierung der Gesetzgebung", dans lequel il préconise une meilleure coordination des prestations des assurances sociales et des assurances privées. Quel est l'avis du département à ce propos ?

V. Question à poser au Département de justice et police

VI. Questions à poser au Département militaire

1. (en complément des questions à poser à tous les départements)

Nouveaux postes d'instructeurs: Le nombre des instructeurs est insuffisant (officiers et sous-officiers). Le Conseil fédéral a donné l'assurance qu'il s'efforcera, en dépit du blocage de l'effectif du personnel, de compléter le corps des instructeurs au moyen d'une compensation interne. Quels sont les résultats obtenus ?

2. Dépenses courantes: Comme on le sait, les dépenses pour l'armement ont été fortement réduites ces dernières années. Des efforts ont-ils été entrepris par le DMF aux fins de maintenir les dépenses courantes dans des proportions raisonnables, de manière à libérer davantage de fonds pour l'armement ?

VII. Question à poser au Département des finances et des douanes

VIII. Question à poser au Département de l'économie publique

IX. Question à poser au Département des transports et communications et de l'énergie

Comme on le sait, la SSR demande que les taxes pour les concessions de radio et de télévision soient majorées de 30 %. Selon des articles parus récemment dans la presse, la direction et la gestion financière de la SSR donnent lieu à de vives critiques. (Plus de 80 nouveaux postes de travail créés depuis 1970, nombreuses nouvelles fonctions donnant droit à des traitements de directeurs, constructions démesurées et luxueuses, etc.) Le contrôle qu'exerce le département en tant qu'autorité de surveillance sur la direction et la gestion financière de cette institution est-il efficace ? Le département a-t-il aussi connaissance des rapports internes de l'inspection ou ne reçoit-il que les rapports de l'organe de contrôle ? A-t-il ordonné de procéder à certaines enquêtes ou les a-t-il menées lui-même ?

Prière de bien vouloir remettre les réponses en 35 exemplaires allemands et 15 français au secrétariat des commissions de gestion, jusqu'au 31 mars 1976.

EPD

Bern, den 31. März 1976

Fragen, die von der Geschäftsprüfungskommission
an alle Departemente und an die Bundeskanzlei
gerichtet wurde

Fragen an alle Departemente:

Die Kommission ersucht das Departement um einen Bericht über die Auswirkungen des Personalstopps im Jahre 1975. Der Bericht sollte u.a. über folgende Fragen Auskunft geben:

- a) Wie hat sich der Personalbestand in den einzelnen Abteilungen entwickelt? Welche internen Personalumstellungen wurden vorgenommen?
- b) In welchen Aemtern oder Abteilungen ergeben sich durch den Personalstopp schwerwiegende Probleme? (Bitte um nähere Angaben) Was hat das Departement bereits vorgekehrt, um solche Engpässe zu überwinden (Personalumschichtungen etc.)?

Antwort:

Die Auswirkungen des Personalstopps auf das politische Departement wurden umfassend und in detaillierter Form im Schlussbericht der Arbeitsgruppe "Florian" beschrieben ¹⁾, von dem der Bundesrat am 30. April 1975 formell Kenntnis nahm. Da der Bericht jedem Kommissionsmitglied im letzten September übergeben wurde, erübrigt es sich, darauf zurückzukommen. Wir können uns daher vermehrt auf die praktischen Auswirkungen konzentrieren, die der dem Departement 1975 auferlegte Personalplafond hatte, und uns die elementare Bedeutung vor Augen führen, welche für das Departement auf lange Sicht die Aufrechterhaltung einer genügenden und konstanten Rekrutierung von Anwärtern für den diplomatischen und konsularischen Dienst und für den Kanzleidiens hat, damit die Ablösung des vor 1947 ins Departement eingetretenen Personals gesichert ist. Wie wir schon verschiedne Male ausführten, wird sich das Ungleichgewicht in der Altersstruktur in den Karrierediensten - eine Folge des Rekrutierungsstopps von 1947 bis 1956 und der ungenügenden Anzahl von Bewerbern während der darauffolgenden 15 Jahre - in Kürze durch eine ausserordentlich hohe Zahl von Pensionierungsabgängen bemerkbar machen. Diese Abgänge werden nicht kurzfristig durch entsprechende Anstellungen ausgeglichen werden können. Die hohen Anforderungen der

1) "Ein Aussenministerium befragt sich selbst", Ziffern 2.2.32, Seite 42 und Anhänge S. 91 - 93.

jährlichen Aufnahmeprüfungen haben es bisher in der Tat noch nie erlaubt, mehr als 18 Anwärter zum Stage zuzulassen.

Die nachfolgenden Zahlen zeigen mit aller Deutlichkeit die Tragweite dieser Abgänge, welche einer eigentlichen Demobilmachung der wesentlichen Bestände der Karrieredienste gleichkommt, Kräfte, die gewissermassen das Rückgrad des Departementes und seines Aussendienstes bilden.

	Anzahl der Beamten, die das Pensionierungsalter erreichen	Auf den Totalbestand im Jahre 1975	in %
von 1978 bis 1984	88 Diplomaten	290	30,4%
von 1981 bis 1989	190 Beamte des konsularischen Dienstes und des Kanzleidienstes	550	34,6%

Es ist somit offensichtlich, dass die Anstellung von Bewerbern, welche zuerst noch ausgebildet werden müssen, bevor sie die aus-tretenden Beamten ersetzen können, eine der Hauptsorge des Departementes bildet. Ohne entsprechende Anstellungen würde das Departement zum Teil in der Erfüllung des ihm durch die Verfassung übertragenen Auftrages gehindert, und dies in einem Zeitpunkt, da man mehr denn je auf eine wesentliche Verstärkung der Tätigkeit des diplomatischen und konsularischen Dienstes (sowohl bilateral wie multilateral) sollte zählen können. Der Grund liegt in der Rezession, welche die Gesamtheit der industrialisierten Länder heimsucht und deren volle Auswirkungen und Dauer noch nicht zu ermessen sind.

Deswegen betrachtet es das Departement trotz widriger Umstände als seine vordringlichste Aufgabe, am Ziel festzuhalten, das es sich vor mehr als 5 Jahren gesetzt hat. Durch eine konstante Rekrutierung soll uns das Instrument erhalten bleiben, das es uns erlaubt, mit dem Ausland, von dem wir auf allen Gebieten abhängen, jene Beziehungen zu unterhalten, welche unsere obersten Behörden als unerlässlich betrachten.

Im Jahre 1975 sah sich das Departement zum ersten Mal seit der Einführung der Aufnahmeprüfungen für die Zulassung zu den Karrieredienstengezwungen, wegen des Personalstopps auf die Organisation der Aufnahmeprüfung für den Kanzleidienst für ausserhalb des Departementes stehende Kandidaten zu verzichten. Einzig Kandidaten, die schon zum Personal des Departementes zählten, konnten sich melden, und nur zehn interne statt der benötigten dreissig externen Bewerber wurden angestellt. Vorausgesetzt, dass wir nicht erneut auf Aufnahmeprüfungen verzichten müssen, werden die Konsequenzen glück-

licherweise nicht allzu schwerwiegend sein. Es sollte tatsächlich möglich sein, den Rückstand bis zu den Jahren 1981 - 1989 wieder einzuholen, falls die Eidgenössischen Räte dem von der Arbeitsgruppe "Florian" formulierten Postulat Folge leisten, nämlich dem politischen Departement eine Anhebung seines Plafonds um 1% statt um 0,5% von 1978 an zu gewähren. Dieser im Vergleich zu den andern Departementen schnellere Zuwachs des Bestandes im EPD würde schliesslich wieder ausgeglichen durch die zahlreichen Abgänge, welche in der oben angegebenen Periode zu verzeichnen sein werden.

Das Departement hat im übrigen keine weiteren Auswirkungen zu beanstanden, die aus dem Personalstopp von 1975 resultieren und dies, nicht zuletzt dank der Einsetzung der schon erwähnten Arbeitsgruppe im Jahre 1974. Die Empfehlungen, die letztere formulierte, erwiesen sich als nur zu zeitgemäss. Sie erlaubten vor allem, Prioritäten zu setzen, gewisse Dienste und Leistungen des Departementes zu rationalisieren und eine Reorganisation des diplomatischen und konsularischen Vertretungsnetzes in Angriff zu nehmen. Ohne diese Massnahmen wäre es wegen der nicht vorhandenen Reserven nahezu unmöglich gewesen, die Umstellungen vorzusehen, welche durch die Verstärkung unserer Anstrengungen auf dem Gebiet der Exportförderung - in den erdölexportierenden Ländern z.B. - notwendig wurden. Unsere diesbezüglichen Bemühungen werden 1976 in dem Masse weitergeführt, als es uns die Realisierung der Empfehlungen der Arbeitsgruppe "Florian" erlaubt, Leute frei zu stellen, namentlich durch Schliessung gewisser Vertretungen, deren Bedcutung bei den gegenwärtigen und mittelfristigen Prioritäten als zweitrangig qualifiziert werden kann.

ad a)

Die Versetzungen von Personal, welche 1975 vorgenommen wurden, waren, wie wir sagten, hauptsächlich bedingt durch die Zunahme von Aufgaben und die Verlagerung von Schwerpunkten im Gefolge der Rezession. Andere Versetzungen sind, allerdings in kleinerem Ausmass, das Resultat der Empfehlungen der Arbeitsgruppe "Florian" bezüglich der Verbesserung der Organisation und des Funktionierens gewisser Dienste der Zentrale.

Diese Versetzungen betrafen ungefähr 30 Personen und verteilten sich 1975 wie folgt:

<u>Dienstort</u>	<u>dipl. & kons. Dienst</u>	<u>Kanzleidienst</u>	<u>Sekretariatsdienst & anderes Personal</u>
<u>Bern</u>			
Politisches Sekretariat	2		
Information und Presse	1		1/2

- 4 -

<u>Dienstort</u>	<u>dipl. & kons. Dienst</u>	<u>Kanzleidiens</u> t	<u>Sekretariatsdienst & anderes Personal</u>
Sektion für konsularischen Schutz	1		
Katastrophenhilfe im Ausland		1	
Internationale Organisationen + Mission in Genf	2	1	
Sektion Entschädigungsabkommen bei der Dir. für Völkerrecht	3	1	1
<u>Aussendienst:</u>			
Algier		1	
Djeddah	1	1	1
Guatemala	1		
Kuweit	1		2
Kairo		1	
Lissabon		1	
Moskau			1
Singapur		1	
Strassburg			1/2
Teheran		1	1
Wien	1		
	<u>13</u>	<u>9</u>	<u>7</u>

Verglichen mit diesen Zahlen werden 1976 noch mehr Veränderungen erforderlich sein: schon jetzt muss wegen notwendiger Verstärkungen mit etwa 45 (statt wie 1975 lediglich 29) Versetzungen gerechnet werden.

Es muss darauf hingewiesen werden, dass die Verstärkung gewisser Vertretungen, z.B. im Nahen Osten, sich nicht so rasch verwirklichen lässt, wie es die interessierten schweizerischen Kreise oft wünschen. Angesichts der fehlenden Reserven müssen die als Verstärkung vorgesehenen Mitarbeiter notwendigerweise vom Bestand anderer Ver-

vertretungen oder gewisser Dienste der Zentrale weggenommen werden, was manchmal für die Arbeitsorganisation dieser Dienste schwerwiegende Probleme schafft. Die erheblichen Kosten solcher Verlegungen, welche u.a. die Einrichtung von zusätzlichen Büros und das Mieten von Räumen und Wohnungen bedingen, müssen ebenfalls in Betracht gezogen werden, wenn man jedes Missverhältnis zwischen den Diensten, die ein zusätzlicher Mitarbeiter bei einer Vertretung leisten kann, und den Gesamtkosten der Operation vermeiden will. Schliesslich kommen bei Entscheidungen dieser Art noch die verschiedensten Formalitäten dazu, was erklärt, dass manchmal mehrere Monate verstreichen können zwischen dem Entscheid, den Bestand einer Vertretung zu erhöhen und der effektiven Ausführung des Projektes.

Ein Teil des zu Verstärkungen benötigten Personals kann oder konnte dank gewissen Empfehlungen der Arbeitsgruppe "Florian" freigestellt werden. Es handelt sich dabei um Empfehlungen, welche die Schliessung oder Reduzierung des Bestandes gewisser Vertretungen vorsahen. 1975 wurden diesbezüglich folgende Massnahmen getroffen:

- Ersetzen des in Manila residierenden Botschafters durch einen Geschäftsträger a.i.,
- Ersetzen des in Wellington residierenden Botschafters durch einen Geschäftsträger a.i.,
- Ersetzen der schweizerischen Konsuln in Lille und Porto durch Verweser,
- Schliessung des schweizerischen Konsulates in Sevilla,
- Schliessung der schweizerischen Botschaft in Saigon.

Die übrigen Empfehlungen werden etappenweise verwirklicht. Für 1976 sind - was ein klareres Bild von der Tragweite der Restrukturierung des Aussendienstes gibt - folgende Massnahmen vorgesehen:

- Schliessung des schweizerischen Konsulates in Nantes am 31. März 1976,
- baldige Schliessung unserer Botschaft in Tegucigalpa,
- Schliessung im Verlaufe des Jahres unserer Botschaften in Colombo und Managua,
- keine Ersetzung unseres in Montevideo residierenden Botschafters und Reduzierung des Personalbestandes dieser Mission.

Die Schliessung verschiedener weiterer Vertretungen könnte allenfalls im Jahre 1977 beschlossen werden.

ad b)

Es ist nicht leicht, die Dienste des Departementes zu bezeichnen, die 1975 besonders auf die Probe gestellt wurden durch den Personalstopp. Die starke Dezentralisierung unseres Personals - man könnte von Verzettelung reden, wenn man bedenkt, dass die Mitarbeiter des EPD auf rund 155 Dienstorte auf der ganzen Welt verteilt sind - bewirkt beim herrschenden Personalmangel je nach Umständen eine übermässige Arbeitsbelastung, die gelegentlich durch relative ruhigere Zeiten unterbrochen wird.

An der Zentrale war es vor allem die Sektion für Entschädigungsabkommen der Völkerrechtsdirektion, welche am stärksten unter den Personalrestriktionen litt. Der Bestand dieser Sektion erwies sich offensichtlich als ungenügend, verglichen mit den zu erfüllenden Aufgaben. Das Errichten von individuellen Dossiers im Hinblick auf die Verhandlungen für Entschädigungsabkommen stellt eine langwierige, heikle und oft komplexe Arbeit dar. Bei einem Bestand von 17 Mitarbeitern, inbegriffen 6 Hilfskräfte, war bei der fraglichen Sektion 1975 folgende Anzahl von Fällen pendent:

- DDR	ca. 12'000	Dossiers
- UdSSR	" 10'000	"
- Marokko	46	"
- Zaïre	135	"
- Algerien	461	"
- Frankreich (algerische Fälle)	42	"
- Ausführung von Abkommen (namentlich mit Ungarn)	300	"

ca. 22'984 Dossiers

Diese Situation machte die Verstärkung der Sektion durch ein Dutzend zusätzlicher Mitarbeiter nötig, was 1976 entsprechende Personalverschiebungen bedingt, Nur so können im Interesse der Ansprecher positive Voraussetzungen für den Abschluss von Entschädigungsabkommen geschaffen werden, wie dies auch den Wünschen des Parlamentes entspricht.

Wenn immer möglich befleissigt sich die Verwaltungsdirektion des EPD grösster Beweglichkeit beim Personaleinsatz, um dringende Verstärkungen dort vorzunehmen wo die Personaldotierung sich - sei es temporär oder dauernd - offensichtlich als ungenügend erweist. Indessen zwingt der beschränkte Personalbestand das Departement immer mehr, sich den wesentlichen und dringendsten Aufgaben auf Kosten anderer, auf lange Sicht gleichwohl notwendiger Tätigkeiten zu widmen.

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

3003 Berne, le 31 mars 1976

Questions adressées à tous les Départements
et à la Chancellerie fédérale par
la Commission de gestion du Conseil National

Questions:

La commission demande au département de lui remettre un rapport sur les effets du blocage de l'effectif du personnel en 1975. Le rapport devrait notamment fournir des renseignements sur les points suivants:

- a) Comment l'effectif du personnel a-t-il évolué dans les divisions ? A-t-on procédé à des permutations internes ?
- b) Dans quels offices ou divisions le blocage provoque-t-il des difficultés ? (Prière de donner des renseignements détaillés). Quelles mesures le département a-t-il déjà prises pour remédier à de telles difficultés (permutations internes etc). ?

Réponse:

De manière générale, les effets du blocage de l'effectif du personnel sur le Département politique ont été décrits de façon détaillée dans le rapport final du groupe de travail "Florian"¹⁾ dont le Conseil fédéral a pris formellement connaissance le 30 avril 1975 et qui a été remis à chacun des membres de la Commission en septembre dernier. Il n'est par conséquent pas nécessaire d'y revenir, ce qui doit nous permettre de concentrer davantage notre attention sur les conséquences pratiques du plafond imposé à l'effectif du Département en 1975 et sur l'importance vitale que revêt pour lui, à long terme, le maintien d'un recrutement suffisant et régulier de stagiaires pour les services diplomatique et consulaire et de chancellerie, destiné à assurer la relève du personnel entré au Département avant 1947. Comme nous l'avons déjà exposé maintes fois, le déséquilibre de la structure des âges des services de carrière, conséquence de

¹⁾ "Un Ministère des affaires étrangères s'interroge",
ch. 2.2.32 p. 42 et annexes p. 93 - 95.

- 2 -

l'arrêt des engagements de 1947 à 1956 et du nombre insuffisant de stagiaires pendant les quinze ans qui suivirent, se traduira prochainement par un nombre exceptionnellement élevé de départs à la retraite qu'il ne sera pas possible de compenser au fur et à mesure à court terme par des engagements.¹⁾

Les quelques chiffres qui suivent illustrent avec clarté l'ampleur de ces départs qui équivaut à une véritable démobilisation des forces vives des services de carrière formant en quelque sorte l'ossature du Département et de son service extérieur:

	Nombre d'agents atteignant l'âge de la retraite	sur un effectif total en 1975 de	en %
de 1978 à 1984	88 diplomates	290	30,4 %
de 1981 à 1989	190 fonctionnaires consulaires et de chancellerie	550	34,6 %

Il est dès lors évident que le recrutement de stagiaires appelés à être formés pour remplacer ces agents constitue l'une des préoccupations majeures du Département qui, sans cela, se trouverait en partie paralysé dans l'exercice du mandat qui lui est confié aux termes de la Constitution, et cela au moment même où l'on devrait pouvoir compter sans défaillance sur une intensification notable de l'activité de l'appareil diplomatique et consulaire - au plan bilatéral comme au plan multilatéral - du fait de la récession qui frappe l'ensemble des pays industrialisés et dont on est encore loin de mesurer tous les effets ni surtout la durée.

Cela étant, le Département considère de son devoir le plus élémentaire de maintenir, contre vents et marées, l'objectif qu'il s'est fixé il y a plus de cinq ans maintenant d'assurer au pays, par un recrutement constant, l'instrument qui doit lui permettre d'entretenir avec l'étranger dont nous dépendons tant à tous égards les relations que nos Hautes Autorités jugent indispensables en toutes circonstances.

¹⁾ En raison en effet des exigences élevées du concours annuel d'admission au service diplomatique et consulaire, le nombre maximum de candidats retenus n'a encore jamais dépassé 18.

En 1975 et pour la première fois depuis la création du concours d'admission aux stages des services de carrière, le Département s'est vu contraint de renoncer à l'organisation du concours d'admission au stage du service de chancellerie pour les candidats extérieurs au Département, en raison du blocage des effectifs. Seuls les candidats appartenant déjà au personnel du Département ont pu se présenter au concours et 10 stagiaires ont été admis au lieu de 30 qu'il aurait été souhaitable de pouvoir engager de l'extérieur. Pour autant que l'obligation de renoncer à des concours ne se reproduise pas, les conséquences du déficit dans le recrutement en 1975 resteront heureusement sans gravité. En effet, il devrait être possible de rattraper le retard d'ici le début de la période allant de 1981 à 1989, si les Chambres fédérales donnent suite au postulat formulé par le groupe de travail "Florian" et visant à consentir au Département politique une élévation de son plafond de 1 % au lieu de 0,5 % à partir de 1978. Cette croissance plus rapide de l'effectif du DPF par rapport aux autres Départements se trouvera en définitive compensée par les nombreux départs qui seront enregistrés au cours des périodes mentionnées ci-dessus.

Le Département n'a pas à signaler d'autres conséquences fâcheuses résultant du blocage de l'effectif du personnel en 1975, grâce, il faut le relever, à la mise sur pied en 1974 du groupe de travail déjà cité. Les recommandations qu'il a formulées se sont avérées des plus opportunes. Elles ont notamment permis d'établir des ordres de priorité, de rationaliser certains services et prestations du Département et de procéder à une réorganisation du réseau des représentations diplomatiques et consulaires. Sans ces mesures, il eût été quasiment impossible, vu l'absence totale de réserve de personnel, de prévoir les mutations rendues nécessaires par l'intensification de nos efforts en matière de promotion des exportations, vers les pays producteurs de pétrole par exemple, comme suite à la récession qui n'a pas épargné notre industrie. Nos efforts dans ce sens doivent se poursuivre en 1976, au fur et à mesure que la réalisation des recomman-

dations du groupe de travail "Florian" nous permettra de libérer du personnel, en particulier celles visant à fermer certaines représentations dont l'importance peut être qualifiée de secondaire au regard des priorités actuelles et à moyen terme.

ad a)

Les transferts de personnel qui ont été nécessaires en 1975 résultent essentiellement, nous l'avons dit, de l'accroissement des tâches du Département et du déplacement de certains centres d'intérêt directement liés à la récession. D'autres transferts sont également le résultat, mais dans une moindre mesure cette fois, de recommandations du groupe de travail "Florian" visant à améliorer l'organisation et le fonctionnement de certains services de la centrale. Les transferts dont il est question portent sur une trentaine de personnes environ et se répartissent comme suit pour 1975:

Lieu de service	Service diplomatique et consulaire	Service de chancellerie	Secrétariat et autre personnel
<u>Berne:</u>			
- Secrétariat politique	2		
- Information et presse	1		1/2
- Section de la pro- tection consulaire	1		
- Corps d'aide en cas de catastrophe		1	
- Organisations interna- tionales + Mission à Genève	2	1	
- Section des accords d'indemnisation à la Direction du droit international public	3	1	1

- 5 -

Lieu de service	Service diplomatique et consulaire	Service de chancellerie	Secrétariat et autre personnel
<u>Service extérieur:</u>			
Alger		1	
Djeddah	1	1	1
Guatemala	1		
Koweït	1		2
Le Caire		1	
Lisbonne		1	
Moscou			1
Singapur		1	
Strasbourg			1/2
Téhéran		1	1
Vienne	1		
	<u>13</u>	<u>9</u>	<u>7</u>
	=====	=====	=====

Par comparaison, l'année 1976 s'annonce encore plus marquée par la nécessité de procéder à des déplacements de personnel et à des renforts puisqu'il est actuellement possible d'en dénombrer déjà 45 contre 29 en 1975.

Il convient de relever que l'envoi de renfort de personnel dans certaines représentations, comme c'est notamment le cas du Proche-Orient, ne peut pas s'effectuer aussi rapidement que le souhaiteraient souvent les milieux suisses intéressés. Vu l'absence de réserve, le personnel transféré doit forcément être prélevé sur l'effectif d'autres représentations ou sur certains services de la centrale, ce qui ne va pas sans poser parfois d'épineux problèmes dans l'organisation du travail des services qui doivent ainsi être réduits. Le coût élevé de tels déplacements qui comprend notamment l'installation de bureaux supplémentaires, la location de locaux et de logements doit également être pris en considération afin d'éviter toute disproportion entre les services que peut rendre un collaborateur supplémentaire dans une représentation et le coût global de l'opération. Enfin, les multiples formalités qui entourent des décisions de

cet ordre expliquent qu'il puisse s'écouler parfois plusieurs mois entre la décision de renforcer l'effectif d'une représentation et la réalisation du projet.

Une partie du personnel nécessaire aux renforts envisagés a été ou sera fournie grâce aux recommandations du groupe de travail "Florian" visant à fermer certaines représentations ou à en réduire le niveau. En 1975, les mesures de cet ordre ont été les suivantes:

- remplacement de l'Ambassadeur résident à Manille par un chargé d'affaires a.i.;
- remplacement de l'Ambassadeur résident à Wellington par un chargé d'affaires a.i.;
- remplacement des Consuls de Suisse à Lille et à Porto par des gérants;
- fermeture du Consulat de Suisse à Séville;
- fermeture de l'Ambassade de Suisse à Saïgon.

La mise en vigueur de ces recommandations se poursuivra par étapes. Pour l'année 1976 et pour donner une idée plus précise de l'ampleur de la restructuration du service extérieur, il sera procédé à:

- la fermeture du Consulat de Suisse à Nantes le 31 mars 1976;
- la fermeture prochaine de notre Ambassade à Tegucigalpa;
- la fermeture en cours d'année de nos Ambassades à Colombo et à Managua;

- 7 -

- au non-remplacement de notre Ambassadeur résident à Montevideo et à la réduction de l'effectif du personnel de cette mission.

La fermeture d'autres représentations pourrait intervenir en 1977.

ad b)

Il n'est guère aisé d'énumérer les services du Département qui ont été plus particulièrement mis à l'épreuve en 1975 par suite du blocage de l'effectif du personnel. En effet, la forte décentralisation du personnel - il serait plus approprié même de parler d'éparpillement du personnel si l'on songe que ce dernier est réparti entre environ 155 lieux de service à travers le monde - se traduit naturellement, vu l'absence de réserve, par des surcharges excessives de travail selon les circonstances propres à chaque lieu de service, surcharges entrecoupées d'accalmies relatives.

A la centrale, c'est sans doute la Section des accords d'indemnisation de la Direction du droit international public qui a été la plus affectée par les restrictions de personnel. La dotation de cette Section est apparue nettement insuffisante au regard des tâches à accomplir. La mise au point des dossiers individuels en vue de la négociation d'un accord d'indemnisation représente un travail de longue haleine, délicat et souvent complexe. Or, pour un effectif total de 17 collaborateurs, y compris 6 auxiliaires, la Section en question était chargée en 1975 des contentieux suivants:

- République démocratique allemande:	env. 12'000	dossiers
- Union soviétique:	" 10'000	"
- Maroc:	46	"
- Zaïre:	135	"

- 8 -

- Algérie:	461 dossiers
- France (cas algériens):	42 dossiers
- Exécution d'accords (Hongrie notamment):	<u>300</u> dossiers
	env. 22'984 dossiers

Cette situation a rendu nécessaire l'adoption de mesures visant à renforcer cette Section en 1976 en y affectant, par des transferts de personnel, une douzaine de collaborateurs supplémentaires afin d'assurer aux ayants droit des perspectives aussi favorables que possible quant à la conclusion d'accords d'indemnisation, conformément d'ailleurs au désir exprimé par le Parlement.

Pour autant que la chose soit réalisable, la Direction administrative du département s'impose depuis toujours un maximum de souplesse en matière d'affectation afin de procéder aux renforts les plus urgents, là où la dotation s'avère manifestement insuffisante de manière temporaire ou durable. Il n'en reste pas moins que l'effectif limité du Département le contraint de plus en plus à se consacrer en priorité aux tâches essentielles et urgentes au détriment d'autres activités, pourtant nécessaires à plus long terme.

3003 Bern, den 18. März 1976

An den Vorsteher des
Eidg. Politischen Departementes
Herrn Bundesrat P. Graber

3003 B e r n

Sehr geehrter Herr Bundesrat,

Hiermit gestatte ich mir, Ihnen die Einladung zur Sitzung der Sektion Politisches Departement der nationalrätlichen Geschäftsprüfungskommission zuzustellen.

Im Auftrage der Sektion unterbreite ich Ihnen ferner die folgenden Fragen mit der Bitte um schriftliche Beantwortung:

1. Könnten nicht nach dem Vorbild gewisser ausländischer Staaten Persönlichkeiten aus der Privatwirtschaft, ganz besonders auch Personen, die bereits im betreffenden Lande wohnen, als Botschafter oder an hohe Posten unserer diplomatischen Missionen eingesetzt werden ?

Wäre es nicht möglich, mittlere Kaderposten für eine befristete Zeit durch Privatpersonen zu besetzen, die in einem wichtigen Fachgebiete besondere Kenntnisse besitzen (Milizcharakter) ?

Warum werden als Presse-Attachés nicht auch Leute von der Presse und als Handelsattachés nicht auch Fachleute aus der Privatwirtschaft eingesetzt, die oft über eine bessere Kenntnis der Verhältnisse im Ausland verfügen ?

2. Könnte das Departement nicht für einen bessern Kontakt zwischen unsern Botschaftern und den Fraktionen sorgen, dergestalt, dass den Parlamentariern von Zeit zu Zeit ermöglicht würde, Fragen mit unsern diplomatischen Vertretern direkt zu besprechen ?

Dürfte ich Sie bitten, mir Ihre Antwort in 10 Exemplaren bis zum 14. April 1976 zukommen zu lassen ?

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Bundesrat, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

Der Sekretär der
Geschäftsprüfungskommissionen

R. Chevalier

Bern, den 13. April 1976

Fragen der Sektion Politisches Departement
der nationalrätlichen Geschäftsprüfungskommission

Frage:

1. Könnten nicht nach dem Vorbild gewisser ausländischer Staaten Persönlichkeiten aus der Privatwirtschaft, ganz besonders auch Personen, die bereits im betreffenden Lande wohnen, als Botschafter oder an hohe Posten unserer diplomatischen Missionen eingesetzt werden?

Wäre es nicht möglich, mittlere Kaderposten für eine befristete Zeit durch Privatpersonen zu besetzen, die in einem wichtigen Fachgebiete besondere Kenntnisse besitzen (Milizcharakter)?

Warum werden als Presse-Attachés nicht auch Leute von der Presse und als Handelsattachés nicht auch Fachleute aus der Privatwirtschaft eingesetzt, die oft über eine bessere Kenntnis der Verhältnisse im Ausland verfügen?

Antwort:

Der Bundesrat hat es bisher aus grundsätzlichen Erwägungen für richtig gehalten, sich bei ausländischen Regierungen normalerweise durch Berufsdiplomaten vertreten zu lassen. Dies entspricht auch der Praxis europäischer Staaten von vergleichbarer Bedeutung, während wir uns das Vorgehen gewisser anderer Staaten, wie etwa der USA, kaum zum Vorbild nehmen können, da es auf grundverschiedenen innenpolitischen Voraussetzungen beruht.

Für das Aussenministerium eines Kleinstaates wie der Schweiz mit vorwiegend minimaldotierten Missionen im Ausland ist die Polyvalenz seiner Diplomaten von grösster Wichtigkeit. Wir sind darauf angewiesen, unsere Vertreter im Ausland möglichst vielseitig einsetzen zu können, was bedingt, dass diese sich im Laufe einer eigentlichen Karriere, die im Normalfall zum Missions- oder Postenchef führen sollte, in

allen Bereichen der diplomatischen Tätigkeit - vor allem auf politischem, wirtschaftlichem und kulturellem Gebiet - gründliche Kenntnisse und im zwischenstaatlichen Verkehr ganz allgemein grosse Erfahrung erwerben. Mit anderen Worten: das Politische Departement muss sich zur Aufrechterhaltung eines funktionsfähigen Aussennetzes auf Missionschefs und Mitarbeiter stützen können, welche die diplomatische Tätigkeit permanent als Beruf ausüben und für die der Vorrang der öffentlichen Interessen Selbstverständlichkeit ist. Das Departement hat sich daher in den vergangenen zwanzig Jahren sehr bemüht - der Bericht der Arbeitsgruppe "Florian" geht darauf im Detail ein - seine Rekrutierungsbasis zu verbreitern und zu versachlichen. Den 1955 eingeführten Zulassungsbedingungen ist es zu verdanken, dass unser diplomatischer und konsularischer Dienst heute nicht nur in sozialer Hinsicht sondern auch von der Ausbildung her auf einem bedeutend repräsentativeren Fundament ruht als früher.

Es ist denn auch nicht beabsichtigt, künftig Persönlichkeiten aus der Privatwirtschaft die Leitung von schweizerischen Botschaften im Ausland zu übertragen, dies gilt besonders auch für Persönlichkeiten, die bereits im betreffenden Land wohnen und dort selber geschäftlich engagiert sind, was zu unerwünschten Interessenkonflikten führen könnte. Wir glauben, diese staatlichen Funktionen weiterhin mit Vorteil Diplomaten anvertrauen zu können, die ihr Metier in langjähriger Karriere erlernt und sich darin bewährt haben. Allerdings ist dies keine absolute Regel; das Departement hat in der Vergangenheit schon auf Persönlichkeiten ausserhalb der Verwaltung zurückgegriffen und schliesst es auch für die Zukunft nicht aus, wenn besondere Gegebenheiten eine solche Berufung rechtfertigen. Man muss sich jedoch der Grenzen einer solchen Politik bewusst sein: eine fühlbare Zunahme der Ernennungen von ausserhalb des Departementes würde alle jene entmutigen, welche die diplomatische Karriere als Beruf ergriffen und sich in langjähriger Tätigkeit an der Zentrale und im Ausland Erfahrung und Qualifikation für die Leitung einer Mission erworben haben. Unsere Anstrengungen der letzten Jahre zur Rekrutierung von Nachwuchs dürfen nicht in Frage gestellt werden.

- 3 -

Dagegen ist in besonders gelagerten Fällen der Einsatz von Spezialisten auf Mitarbeiterstufe durchaus prüfenswert. Wir denken dabei allerdings weniger an den Presse-Sektor - wir können uns den Luxus ausschliesslicher Presse-Attachés auch an grösseren Missionen nicht leisten, sondern betrauen die entsprechenden Mitarbeiter mindestens noch mit den Kulturfragen und eventuell zusätzlichen Aufgaben - als vor allem an die wirtschaftlichen Angelegenheiten.

So haben wir in Zusammenarbeit mit der Handelsabteilung und der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung bereits geplant, zur Unterstützung der rezessionsgeplagten Exportindustrie temporär einige Handelsdelegierte aus der Privatwirtschaft bei diplomatischen Vertretungen einzusetzen, vorerst vor allem im Nahen Osten, in Westafrika und Südostasien.

Es darf aber darauf hingewiesen werden, dass das EPD schon seit langem darauf bedacht ist, möglichst vielen seiner Mitarbeiter gerade im Wirtschaftssektor zu vertieften Kenntnissen und Erfahrungen zu verhelfen durch entsprechende Verwendung an der Zentrale und im Ausland, vor allem aber auch durch temporäre Zuteilung an die Handelsabteilung. Andererseits stehen an einer Reihe von Aussenposten Spezialisten der Handelsabteilung im Einsatz, eine Lösung, die u.a. den Vorteil hat, dass eine Kollision von privatwirtschaftlichen mit öffentlichen Interessen zum vornherein ausgeschlossen ist.

Ueber den derzeitigen Stand der Sonderfunktionen, mit denen an wichtigen Missionen im Ausland von der Handelsabteilung, der Nationalbank oder anderen Stellen herbeigezogene Leute betraut sind orientiert die nachstehende Liste:

Paris OECD-Delegation	Finanzfragen
Paris OECD-Delegation	Wirtschaftsfragen
Paris (Botschaft)	Weltraum- und Wissenschaftsfragen
Paris	UNESCO-Delegierter

- 4 -

Moskau	Industrie- und Wissenschaftsfragen
Washington	Wissenschaftsfragen
Washington	Wirtschaftsfragen
Washington	Finanzfragen
London	Rohstoff-Fragen
Rom	Landwirtschaftsfragen
Brüssel - EG	Landwirtschaftsfragen
Djeddah	Wirtschaftsfragen
Ouagadougou	Entwicklungsfragen
Nairobi	Entwicklungsfragen
New Delhi	Entwicklungsfragen

(Beim Industrierat in Moskau handelt es sich um den derzeit einzigen Vertreter der Privatwirtschaft, der temporär beim Departement unter Vertrag steht.)

Frage:

2. Könnte das Departement nicht für einen bessern Kontakt zwischen unsern Botschaftern und den Fraktionen sorgen, dergestalt, dass den Parlamentariern von Zeit zu Zeit ermöglicht würde, Fragen mit unsern diplomatischen Vertretern direkt zu besprechen?

Antwort:

Wir begrüßen selbstverständlich bessere Kontakte zwischen den Parlamentariern und unseren diplomatischen Vertretern und sind jederzeit bereit, Gespräche mit Missionschefs auf Anfrage hin zu vermitteln.

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

Janvier 1976

Plan de travail de la
Direction du droit international public

Directeur: Emanuel Diez, Ambassadeur (DZ) W 250 30.61

- Chef de la Direction
- Tâches spéciales:
 - Commission centrale pour la navigation du Rhin (Président pour 1976/77)
 - Commission internationale pour la protection du Rhin contre la pollution (Président de 1975 à 1977)
 - Conseil de l'Europe: membre de la délégation suisse au Comité européen de coopération juridique
 - Négociations avec la République démocratique allemande sur les indemnisations
 - Commissions concernant les questions régionales (Bâle et Genève)
 - Pourparlers avec les pays voisins sur l'emplacement de centrales nucléaires dans la zone frontalière
 - Négociations avec la Principauté de Liechtenstein concernant les questions monétaires
 - Négociations avec la Principauté de Liechtenstein concernant la révision du traité postal
 - Représentant du DPF à l'état-major de la défense

Secrétaire: Lily Bucher

(BLY) W 248 30.82

- 2 -

Directeur-suppléant:Beat Dumont

(DB) W 246 30.62

- Coordination, répartition du travail et questions de personnel
- Tâches spéciales
- Consultation des archives fédérales
- Suppléant du Directeur dans l'état-major de la défense
- Examen, à l'intention du Chef du Département, des recours administratifs soumis au Conseil fédéral
- Liechtenstein (questions de principe)

Sous-Directeur:Jean Monnier, Ministre

(MX) W 244 30.85

- Questions de droit international public et de droit public interne, négociations avec l'étranger
-

Section du droit international public

Chef:

Jean M o n n i e r

(MX) W 244 30.85

- Questions générales et de principe du droit international public
- Codification du droit des gens
- Droit diplomatique et consulaire
- Juridiction internationale (Cour internationale de justice, traités d'arbitrage et de conciliation)
- Droit des organisations internationales (en particulier: Nations Unies et institutions spécialisées)
- Droit des traités (problèmes généraux)
- Relations entre le droit international et le droit interne; problèmes de droit constitutionnel
- Droit de la neutralité et politique de neutralité (problèmes généraux)

Mathias K r a f f t

(KT) W 243 30.75

Suppléant du chef de la Section

(remplaçant: Heinrich B. Reimann)

- Conseil de l'Europe et autres organisations européennes
- Protection internationale des droits de l'homme (en particulier: Convention européenne des droits de l'homme)
- Entraide judiciaire internationale, extradition
- Harmonisation et unification du droit privé, droit international privé (CNUDCI, Conférence de La Haye, Unidroit)
- Protection de la souveraineté de l'Etat: actes exécutés sans droit pour un Etat étranger (art. 271 CPS), service de renseignements économiques (art. 273 CPS)
- Acquisition d'immeubles par des personnes domiciliées à l'étranger
- Traités d'établissement, statut des étrangers
- Répertoire suisse de droit international (d'entente avec le Jurisconsulte du Département)

- 4 -

Jenö C.A. Staehelin

(SIN) W 245 30.77

(remplaçant: René Pasche)

- Protection diplomatique (questions de principe)
- Nationalisations (questions de principe)
- Protection des investissements (problèmes juridiques)
- Droit international économique (notamment: législation sur les cartels, droit antitrust)
- Droit de la guerre
- Questions choisies du droit de la neutralité et de la politique de neutralité
- Questions choisies du droit des organisations internationales
- Défense générale (à disposition du Directeur)

René Pasche

(PR) W 333 30.59

(remplaçant: Jenö C.A. Staehelin)

- Répartition des compétences en matière de relations extérieures (compétence de conclure des traités internationaux)
- Questions choisies du droit des traités
- Garantie contre les risques à l'exportation et contre les risques de l'investissement
- Recours administratifs
- Droit humanitaire
- Référendum en matière de traités internationaux (à disposition du Jurisconsulte du Département)

-/-

- 5 -

Heinrich B. Reimann

(RX) W 247 30.84

(remplaçant: Mathias Krafft)

- Questions choisies du droit de la neutralité et de la politique de neutralité
- Exportation de matériel de guerre (problèmes juridiques)
- Transfert de siège en cas de guerre
- Consultation des archives fédérales
- Documentation (en particulier: Jurisprudence des autorités administratives de la Confédération)
- Recours administratifs
- Droit humanitaire

Benoît Junod

(JB) W 360 30.76

- Droit de la mer
- Problèmes choisis de droit international

- Tâches spéciales (à disposition du chef de la Section)

-/-

- 6 -

Section des accords d'indemnisation

Chef:

Friedrich Moser (MH) Ei 202 30.87

- Questions générales de la négociation et de la conclusion d'accords d'indemnisation
- Nationalisations et autres atteintes à la propriété suisse à l'étranger
- Licéité internationale des mesures prises par les Etats étrangers; restitution ou indemnisation
- Légitimation personnelle et réelle des prétentions (questions générales); conditions de la réclamation
- Exécution des accords d'indemnisation (problèmes généraux)
- Problèmes de droit constitutionnel

Pierre Barraz (BZP) Ei 203 30.98

Suppléant du chef de la section

(remplaçant: Michel Paratte)

- Chef du service des négociations avec les Etats d'outre-mer (Zaïre, Maroc, Algérie, Viêt-Nam)

Collaborateurs: Michel <u>Paratte</u>	(PM)	Ei 201	30.93
(Zaïre, Algérie)			
Fernand <u>Vuffray</u>	(VF)	Ei 206	30.90
(Maroc, Viêt-Nam)			
Pierre <u>Breton</u>	(BV)	Ei 205	30.88
(Zaïre, Algérie)			

- Préparation des négociations avec les Etats d'outre-mer
- Exécution d'enquêtes sur les biens suisses; appels publics
- Examen des revendications individuelles, vérification de la légitimation et des autres conditions
- Estimation des droits revendiqués (valeur)
- Etablissement du tableau récapitulatif des revendications

-/-

- 7 -

Paul O t t h (OT) Ei 207 30.92

Chef du service des négociations avec les Etats
d'Europe (RDA, URSS)

(remplaçants: Theodor Häberlin)

Collaborateurs: Theodor <u>Biedermann</u>	(BIE)	Ei 106	30.95
Arthur <u>Bölt</u>	(BJ)	Ei 107	30.65
Georges <u>Brown</u>	(BN)	Ei 106	30.95
Theodor <u>Häberlin</u>	(HJ)	Ei 105	30.97
Wilhelm <u>Kaufmann</u>	(KJ)	Ei 102	30.78
Arthur <u>Wegmüller</u>	(WG)	Ei 102	30.78

- Plan de travail identique à celui de M. Barraz,
mais pour les Etats d'Europe

Bruno W e b e r (WX) Ei 103 30.68

Chef du service de l'exécution des accords
d'indemnisation et Chef du secrétariat de la
Commission des indemnités de nationalisation (CIN)

(remplaçant: Celestino Ferretti)

Collaborateurs: Celestino <u>Ferretti</u>	(FC)	Ei 208	30.64
Heinrich <u>Eggenberger</u>	(EH)	Ei 208	30.64
Max <u>Schaefer</u>	(SU)	Ei 107	30.65

- Organisation du secrétariat de la CIN, instruction des cas d'indemnisation, préparation des séances. Elaboration des plans de répartition et organisation du service des paiements
- Exécution des accords d'indemnisation, répartition de sommes globales
- Examen, du point de vue du droit international public et du droit civil, de la légitimation personnelle et réelle des réclamants. Examen et appréciation de leurs prétentions
- Problèmes de compétence et de procédure administratives et judiciaires. Instruction des recours
- Biens en déshérence
- Législation concernant la conclusion et l'exécution d'accords d'indemnisation

-/-

Thomas W e r n l y

(WT) Ei 204 30.89

(remplaçant: Bruno Weber)

- Négociation d'accords d'indemnisation, tâches spéciales et questions juridiques
 - Atteintes aux biens suisses, dommages corporels; responsabilité
 - Questions de nationalité, défense des intérêts des personnes morales et des double-nationaux
 - Questions de droit privé (registre foncier, état civil, régime des biens, successions) et de droit international privé
 - Examen de demandes reconventionnelles des Etats débiteurs
-

- 9 -

Section des traités internationaux

Chef:Rudolf B ü h r e r

(BU) W 242 30.67

- Droit des traités (questions formelles générales et de procédure)
- Fonctions de l'Etat dépositaire (problèmes généraux)
- Publication des traités dans le nouveau Recueil systématique du droit fédéral (questions de principe)

Franco B e s o m i

(BFA) W 253 30.83

Suppléant du chef de la Section

(remplaçant: Robert Jann)

- Signature, approbation, ratification, dénonciation et publication des traités (collaboration et exécution)
- Champ d'application des accords multilatéraux
- Questions relatives à l'application d'anciens accords, contrôle des textes conventionnels amendés
- Publications au RO et au Recueil systématique du droit fédéral
- Enregistrement des traités auprès du Secrétariat général des Nations Unies

Robert J a n n

(JN) W 283 30.70

(remplaçant: Franco Besomi)

- Fonctions de l'Etat dépositaire (recevabilité des instruments et déclarations, notification aux Etats parties, listes des Parties contractantes destinées aux Etats)

-/-

- 10 -

Paulette Reuille (RP) W 237 30.79

(remplaçante: Anna Diener)

- Documentation juridique de la Direction
(avis de droit, textes des accords non
publiés)
- Fichiers des traités (Confédération et
Cantons)
- Renseignements sur le champ d'application
des traités

Anna Diener (DM) W 237 30.79

(remplaçante: Paulette Reuille)

- Publication des traités et de leur champ
d'application au Recueil des lois
 - Renseignements sur le champ d'application des
traités
 - Fichiers des traités
-

- 11 -

Section des frontières et du droit de voisinage

Chef:

Guido R i v a (RV) W 258 30.81

- Questions générales et de principe concernant le droit international de voisinage et les relations frontalières
- Traités concernant la frontière
- Zones franches de Gex et de la Haute Savoie
- Bureaux à contrôles nationaux juxtaposés
- Gares et aéroports internationaux
- Petit trafic frontalier
- Concertation régionale entre les zones limitrophes
- Enclaves
- Pêche et navigation dans les eaux-frontière
- Violations de frontière
- Survol d'avions d'Etat ou militaires étrangers
- Questions touchant à la souveraineté territoriale
- Président de la délégation suisse à la commission franco-suisse pour l'abornement de la frontière
- Membre des délégations suisses dans les commissions mixtes suivantes:
 - Commissions franco-suisse, germano-suisse, austro-suisse et italo-suisse, relatives aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés et au contrôle en cours de route
 - Commission pour l'entretien de la frontière italo-suisse
 - Commission franco-suisse pour les problèmes de voisinage concernant la région de Genève
 - Commission italo-suisse pour la protection des eaux
- Secrétaire de la délégation suisse à la commission franco-suisse des zones franches

-/-

- 12 -

Bernard Dubois

(DS) W 239 30.72

Suppléant du chef de la Section

- Toutes les questions susmentionnées, en cas d'absence du chef de section
 - Questions de voisinage et relatives à la frontière avec la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche et le Liechtenstein
 - Toutes les affaires concernant le Liechtenstein
 - Questions particulières relatives à la frontière germano-suisse et austro-suisse
 - En général: pollution des eaux, notamment problèmes concernant la lutte contre la pollution dans le lac de Constance et le Rhin
 - Questions relatives à la réglementation de la navigation et de la pêche dans le lac de Constance, dans le lac Inférieur et le Rhin
 - Membre de la délégation suisse dans les commissions mixtes suivantes:
 - Commission frontalière austro-suisse
 - Commission internationale pour la protection des eaux du lac Léman contre la pollution
 - Commission internationale pour la protection des eaux du lac de Constance contre la pollution
 - Commission internationale pour la protection du Rhin contre la pollution
 - Secrétaire de la délégation suisse à la commission germano-suisse pour l'enclave de Büsingen
-

- 13 -

Section des transports et des communications

Chef:Fritz B o h n e r t

(BOH) Bg 409 30.69

- Questions de transports et de communications internationaux dans les domaines bilatéral et multilatéral (trafics aérien et maritime)
- Navigation rhénane
- Comité de navigation intérieure de la Conférence des ministres des transports
- Délégation suisse chargée des négociations pour la conclusion d'un accord sur l'immobilisation temporaire de la cale sur le Rhin
- Secrétariat de la délégation suisse à la Commission centrale pour la navigation du Rhin
- Membre:
 - délégation suisse pour la régularisation du lac de Constance
 - délégation suisse pour la navigation Adriatique-Lac Majeur et la régularisation du Lac Majeur
 - délégation suisse pour la régularisation du Lac Léman

Daniel D a y e r

(DD) Bg 412 30.73

Suppléant du chef de la Section

- Questions de transports et de communications internationaux dans les domaines bilatéral et multilatéral (trafics aérien et routier)
 - Comité de navigation intérieure de la Commission économique pour l'Europe
 - Comité économique de la Commission centrale pour la navigation du Rhin
 - Secrétariat de la délégation suisse à la Commission mixte italo-suisse du tunnel routier sous le Grand-Saint-Bernard
-

- 14 -

Office suisse de la navigation maritime, Bâle

Directeur:Fritz B o h n e r t

(BOH) o61/23.53.33

- Navigation maritime
- OMCI, OECD, CNUCED (comités de transport maritime)
- Questions générales de droit et de navigation maritimes

Paul S t e g m a n n

(STP) o61/23.53.33

Suppléant du Directeur de l'Office

- Application de la loi sur la navigation maritime (propriétaires et armateurs des navires, admission des navires à la navigation, exercice des navires)
- Application de l'ordonnance sur la navigation maritime suisse (conditions de travail, sécurité sociale, formation des équipages et officiers, contrôle des équipages - en collaboration avec les consulats -)
- Analyse des publications spécialisées et provenant d'organisations internationales et information des armateurs suisses et d'autres intéressés
- Participation suisse aux conventions maritimes internationales
- Yachts suisses en mer

Elisabeth P o e h l m a n n

(PN) o61/23.53.33

- Gestion du registre des yachts suisses

Margrit J e h l

(MJ) o61/23.53.33

(remplaçante de Mlle Poehlmann)

- Gestion du registre des yachts suisses (remplaçante de M. Stegmann)
 - Information et correspondance concernant la formation du personnel navigant
 - Chancellerie
-

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

CM/gr

Janvier 1976

Plan de travail

de la Direction des organisations internationales

Directeur de la Direction :

* Ambassadeur François de Ziegler ZR 35.01 Westbau 152

(section des affaires culturelles & de l'UNESCO; secrétariat de la Commission nationale suisse pour l'UNESCO; tâche spéciale: environnement)

Secrétaire 35.13 Westbau 150

Directrice-suppléante :

* Ministre Francesca Pometta PO 35.02 Westbau 258

(section des affaires scientifiques int.; section des Nations Unies & des organisations int.; Fondation des immeubles pour les organisations int.; questions de personnel; problèmes administratifs de la Direction en liaison avec le Chef de la chancellerie; CDDH: préparation de la 3e session en liaison avec l'Ambassadeur Bindschedler, la Direction du droit int. et la section des Oeuvres d'entraide int.)

FIPOL

conf. des. droit humanitaire

Secrétaire 30.23 Westbau 276

Délégué du Conseil fédéral aux missions de secours à l'étranger :

* Bill Arthur BH 35.07 Eigerstrasse 71

(section des missions de secours en cas de catastrophes à l'étranger; section des oeuvres d'entraide internationale; questions de personnel)

Secrétaire 31.24 Eigerstrasse 71

Renseignements : 35.16 (M. Conus)

* = personnes autorisées à signer la correspondance

Tâches spéciales (Environnement)

Gurtengasse 5

- * Bourgnon Etienne (BOU) relève directement du Directeur 35.10
- Problèmes politiques, juridiques, institutionnels et budgétaires concernant la protection de l'environnement dans les organisations internationales. Préparation des conférences et des réunions de Comités (PNUE, Conseil de l'Europe, OCDE, CEE, etc.). Coordination au sein de la Direction et du Département, relations avec les offices techniques des autres Départements et participation aux réunions du Groupe interdépartemental pour les questions internationales d'environnement, ainsi qu'au Comité national suisse pour le Programme de l'UNESCO "L'homme et la biosphère".
 - Mêmes problèmes dans le domaine de l'aménagement du territoire. Membre du Comité des hauts fonctionnaires chargé de préparer les Conférences européennes des ministres responsables de l'aménagement du territoire (en liaison avec la Direction du droit international public).
 - Problèmes d'urbanisme et de logement sur le plan international.
 - Problèmes des collectivités locales. Observateur à la Conférence des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe. Membre du Comité de coopération pour les questions municipales et régionales du Conseil de l'Europe (en liaison avec la Direction du droit international public).
 - Traitement de la documentation des organisations internationales et des missions diplomatiques (Circulaire du 23 juillet 1973).
- * Rubin Charles, suppléant (RC) 35.58

Section des Nations Unies et des Organisations internationales

Gurtengasse 5

- * Muheim Franz (MI) Chef de la Section 35.09
- * Kamer Armin (KAM) Suppléant du Chef de Section 35.31
- Nations Unies :
- questions politiques;
 - questions liées à la décolonisation;
 - questions économiques (ECE,¹⁾ CNUCED,²⁾ ONUDI,³⁾ ECOSOC,⁴⁾ PNUD⁵⁾).
- Institutions spécialisées des Nations Unies (OMS,⁶⁾ FAO,⁷⁾ OIT,⁸⁾ OACI,⁹⁾ UNESCO, OMM,¹⁰⁾ UPU,¹¹⁾ UIT,¹²⁾ etc.) :
- questions d'ordre politique, institutionnel, juridique et financier;
 - attitude de la Suisse dans les débats et en cas de vote.
- Questions budgétaires (Groupe de Genève).
- * Von Grünigen Marianne (GR) 35.22
- Nations Unies :
- opérations de maintien de la paix;
 - questions sociales et droits de l'homme.
- Relations entre la Suisse et les Nations Unies :
- questions générales relatives à l'adhésion éventuelle de la Suisse aux Nations Unies;
 - Secrétariat de la Commission consultative Suisse/ONU;
 - 3e rapport du Conseil fédéral sur les relations de la Suisse avec les Nations Unies (coordination générale et contributions);
 - contribution de la Suisse aux opérations de maintien de la paix (ONUST, UNFICYP);
 - question de la participation éventuelle de contingents suisses à des forces d'observateurs ou de "casques bleus";
 - statut de l'Observateur de la Suisse auprès de l'ONU.

1) ECE = Commission économique pour l'Europe

2) CNUCED = Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

3) ONUDI = Organ. des Nations Unies pour le Développement Industriel

4) ECOSOC = Conseil économique et social

5) PNUD = Programme des Nations Unies pour le Développement

6) OMS = Organ. mondiale de la Santé

7) FAO = Organ. des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

8) OIT = Organ. internat. du travail

9) OACI = Organ. de l'aviation civile internationale

10) OMM = Organ. météorologique mondiale

11) UPU = Union postale universelle

12) UIT = Union internat. des télécommunications

Hoffmann Hansrudolf

(HV)

35.54

- Wienner Konvention*
- Problèmes relatifs aux immunités et privilèges des organisations internationales, des missions permanentes et des délégations permanentes d'organisations intergouvernementales régionales en Suisse;
 - Statut des bureaux d'observation (GRP, OLP, etc.);
 - Nations Unies et institutions spécialisées :
 - questions juridiques relatives aux accords de siège;
 - Statut des conférences internationales ad hoc;
 - O.N.G. :
 - questions de principe touchant à leur statut en Suisse;
 - Questions juridiques concernant les organisations du système des Nations Unies et autres organisations internationales.

Gruber Francis

(GU)

35.51

- Secrétariat de la Section
- Nations Unies :
 - sanctions contre la Rhodésie
 - restructuration des secteurs économique et social;
 - transfert d'organes (problèmes Genève - Vienne).
- FIPOI
- Relations entre la Suisse et les Nations Unies :
 - sanctions contre la Rhodésie, cas particuliers;
 - 3e rapport Suisse/ONU (recherches et contributions en collaboration avec Mlle von Grünigen).
- X - Documentation de la Section :
 - mise à jour.

Pizzotti Roger

(PT)

35.37

- ?
- BIRPI¹⁾ (surveillance du Conseil fédéral), OMPI²⁾, UPOV;
 - UPU³⁾ (surveillance du Conseil fédéral);
 - Office central des transports internationaux par chemin de fer (OCTI);
 - Organisations non-gouvernementales (affaires courantes);
 - Contributions financières aux différentes organisations internationales : établissement des montants pour le budget de la Confédération;

1) Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle

2) OMPI = Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

3) UPU = Union postale universelle

- 5 -

- Congrès et conférences en Suisse et à l'étranger (questions d'organisation et information de nos représentations à l'étranger);
- Contributions de la Suisse aux organisations internationales, relevé annuel selon compte d'état;
- Liste de fonctionnaires suisses en service dans les organisations internationales, mise à jour;
- Octroi des visas aux membres des missions permanentes et délégations à Genève.

N.B. La désignation des représentants aux conférences des Nations Unies et des institutions spécialisées est réglée de cas en cas. La surveillance en la matière incombe plus particulièrement à M. Kamer.

- 6 -

Section des Oeuvres d'Entraide internationale

Eigerstrasse 71

*	<u>Barbey Pierre</u>	(BBP)	Chef de la Section	35.46
*	<u>Koetschet Emile</u>	(KM)	Suppléant	35.27
	- Aide humanitaire à l'étranger;			
	- Opérations de secours d'urgence; programme à moyen et à plus long terme. Equipes médicales, etc.;			
	- Liaison avec la Croix-Rouge suisse (CRS); avec l'administration fédérale des finances;			
	- Budget et plans financiers;			
	- Surveillance générale de la gestion des crédits à disposition de la Section (pour 1976/78 : 4 crédits totalisant 211,5 millions de francs);			
	<u>Morgenthaler Paul</u>	(ML)		35.19
	- Aide alimentaire :	- en produits laitiers (1976/78 : 63 millions de francs);		
		- en céréales (1976/78 : 36 millions de francs);		
		- en autres produits;		
	- Liaison avec le Programme alimentaire mondial (PAM), Rome et avec notre Attaché agricole à Rome (questions techniques);			
	- Liaison avec la Division de l'agriculture et avec l'Administration fédérale des blés;			
	- Liaison avec les organisations non-gouvernementales d'entraide internationale ayant leur siège en Suisse : SWISSAID, CARITAS, ENTRAIDE PROTESTANTE, etc.;			
	- Secrétariat du Comité interdépartemental pour l'aide en céréales.			
	<u>de Graffenried Pierre</u>	(GY)		35.32
	- Relations avec les organisations suivantes :			
		- Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Genève;		
		- Institut Henry-Dunant, Genève;		
		- Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME), Genève;		
	- Préparation et participation, en qualité de membre de la délégation suisse, à la			
		- Conférence d'experts gouvernementaux sur l'emploi de certaines armes conventionnelles, Lugano		

./.

- 7 -

- 3e session de la Conférence diplomatique sur le droit humanitaire, Genève;
- Questions juridiques (lois, accords, contrats) au profit des deux Sections de l'aide humanitaire et du Corps de volontaires en cas de catastrophe à l'étranger;
- Droit humanitaire;
- Contentieux;

Kaiser Marcus

(KS)

35.29

- Coordination générale et relations avec les organisations intergouvernementales à but humanitaire, dans le cadre des Nations Unies :
 - Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) New York/Genève (liaison avec l'Association suisse pour l'UNICEF, Zurich);
 - Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
 - Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA) Genève/Beyrouth;
 - Programme alimentaire mondial (PAM) Rome (questions de principe concernant l'aide alimentaire et ses programmes);
- Questions relevant des Nations Unies : suite des conférences internationales :
 - Année mondiale de la Population, Bucarest 1974;
 - Année internationale de la Femme, Mexico 1975;
- Liaison avec la Commission fédérale pour les questions de la femme;
- Planification familiale;
- Problèmes relatifs à l'enfance, adoptions;
- Liaison avec le Délégué aux Missions de secours à l'étranger dans le domaine de l'information;
- Liaison avec l'Observateur suisse à New York;
- Liaison avec le Service de la Coopération technique;

./.

Lauper Viktor

(LV)

35.26

- Engagements financiers; contrôle des crédits à disposition de la Section; situations financières; statistiques périodiques et annuelles;
- Liaison avec le Service de la comptabilité du Département;
- Gestion du stock-réserve de secours d'urgence en cas de catastrophe, en liaison avec la Croix-Rouge suisse, auprès de laquelle ce stock est entreposé;
- Secours individuels et cas particuliers;
- Service de documentation de la Section.

- 9 -

Section des missions de secours en cas de catastrophe à l'étranger

Eigerstrasse 71

*	<u>Ochsenbein</u> Claude	(OC)	Chef de la Section	35.61
*	<u>Burkhardt</u> Otto	(BRK)		35.30
	- Planification générale			
	- Secteur opérationnel			
	- Equipements et matériels			
	- Cours d'instruction			
*	<u>de Dardel</u> Simon	(DL)		35.17
	- Questions de personnel			
	- Recrutement des volontaires			
	- Problèmes d'ordre administratif			
	- Information			
	<u>Vettiger</u> Hans	(VE)		34.66
	- Equipements et matériels			

Section des affaires scientifiques internationales

Gurtengasse 5

- * Quinche Jean Olivier (QJ) Chef de la section 35.06
- Aspects politiques, institutionnels et juridiques de la coopération scientifique internationale;
 - Aspects politiques de la coordination des efforts scientifiques nationaux avec les activités scientifiques internationales;
 - Participation aux sessions des conseils des organisations scientifiques internationales telles que ESA, LEBM, CERN, INTELSAT, INMARSAT. Rapports, Propositions au Conseil fédéral. Messages;
 - Coordination avec d'autres instances de l'administration;
 - Suppléant du représentant du DPF au Conseil de Fondation du Fonds national de la recherche scientifique.
- * Abegglen Charles (AC) Suppléant 35.34
- Questions financières concernant les organisations scientifiques internationales;
 - Participation aux réunions des comités des finances du CERN et de l'ESA et en qualité d'expert au groupe des finances de l'ESA;
 - Planification financière et paiement des contributions suisses aux organisations scientifiques internationales;
 - Relation avec les organisations économiques et les entreprises suisses en ce qui concerne les appels d'offre du CERN, de l'ESA et du LEBM;
 - Questions d'infrastructure de CERN et SUPERCERN.
- Krapf Peter (KO) 35.41
- Collaboration dans le domaine de l'énergie atomique : AIEA (accord de contrôle, Comité "Zangger" etc.), AIE, CERN;
 - Collaboration dans le domaine spatial : ESA (représentation dans le Comité de politique industrielle de l'Agence Spatiale Européenne);
 - Aspects politiques des activités scientifiques d'autres organisations internationales : OCDE, UNESCO, Conseil de l'Europe, Océanographie;
 - Coordination avec les instances intéressées dans le domaine des suites de la CSCE sur le plan scientifique.

- 11 -

- Politique suisse de la science : participation aux réunions des comités interdépartementaux de coordination;
- Relations scientifiques bilatérales, en particulier avec les pays de l'Est et la Chine.

Jarolim Eva

(JL)

35.25

- Rapports avec les conseillers scientifiques suisses à l'étranger;
- Examen des activités du Conseil suisse de la science et du Fonds national suisse pour la recherche scientifique;
- Secrétariat et procès-verbaux des réunions organisées par la section;
- Secrétariat de la commission consultative fédérale pour les affaires spatiales;
- Contrôle rédactionnel et traduction des messages et propositions au Conseil fédéral;
- Information et documentation; liaison avec les instances intéressées pour la participation suisse aux congrès scientifiques internationaux.

./.

Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten

Gurtengasse 5

- * Stauffer Paul (ST) Chef der Sektion 35.14
- Kulturpolitische Probleme auf internationaler Ebene (Kontakte mit den zuständigen Organisationen);
 - Zwischenstaatlicher Kulturaustausch (Veranstaltungen, Verträge, Stipendien);
 - Koordination der schweizerischen Kulturpolitik und Werbung im Ausland in Zusammenarbeit mit den Auslandsvertretungen und den zuständigen schweizerischen Institutionen (Vertretung des Departements in den betreffenden Kommissionen), Fragen des schweizerischen "Image" im Ausland;
 - Beobachtung des kulturellen Lebens in der Schweiz und Information der Auslandsvertretungen;
 - Multilaterale Kulturbeziehungen;
 - Auswertung der kulturellen Berichte der Botschaften.
- * Brüngger Hedwig, Frl. (BRH) Stellvertretung des Sektionschefs in bilateralen Fragen 35.11
- Bilaterale Kulturbeziehungen;
 - Schweizerische Kulturwerbung und Information im Ausland, ständige Kontakte mit den schweizerischen Institutionen;
 - Mitwirkung bei der Vorbereitung von Auslandaktionen, Beschaffung von Auskünften, Material (z.B. Filme), Unterlagen;
 - Beobachten der kulturellen Tätigkeit des Auslands in der Schweiz;
 - Mithilfe bei kulturellen Unternehmungen ausländischer Staaten in der Schweiz;
 - Zusammenarbeit mit schweizerischen Institutionen bei Studienreisen ausländischer Gäste.
- * Ruf Gaudenz (RD) Stellvertretung des Sektionschefs in multilateralen Fragen 35.39
- Multilaterale Kulturbeziehungen (insbesondere UNESCO, CCC des Europarates);
 - Allgemeine Fragen des Stipendienwesens; Probleme der Bildungspolitik;
 - Bilaterale Kulturbeziehungen (Sonderfälle);
 - Textrevisionen für Publikationsvorhaben der Koordinationskommission für die Präsenz der Schweiz im Ausland und für die Stiftung Pro Helvetia.

- 13 -

Guerry Jean-François (GJF) Mitarbeit auf dem 35.33
Gebiet der bilate-
ralen Kulturbeziehungen

- Beantwortung von Anfragen aus dem Ausland betreffend schweizerische kulturelle Institutionen und die Kulturpolitik in der Schweiz;
- Fühlungnahme mit den zuständigen Behörden und Persönlichkeiten;
- Verschiedene Korrespondenz sowie gelegentliche Spezialaufgaben (Korrektur französischer Texte, Uebersetzungen aus dem Japanischen etc.).

Felber Erika, Frau (FR) 35.20

- Stipendaktion (fortgeschrittene Länder);
- Einholen und Erteilen von Auskünften auf dem Gebiete des Erziehungswesens;
- Sammeln und Verteilen (an schweizerische Institutionen) der kulturellen Dokumentation unserer Vertretungen (Zeitschriften, Zeitungsausschnitte, Bücher);
- Dokumentation der Kultursektion.

- 14 -

Secrétariat généralde la Commission nationale suisse pour l'UNESCO

Eigerstrasse 71

- * Rial Jacques (RJ) Secrétaire général 35.36
- Direction du Secrétariat;
 - Ensemble des questions traitées par la Commission;
 - Représentation à l'extérieur;
 - Rédaction de UNESCO-Presses
- * Theurillat Bernard (TB) Suppléant 35.44
- En particulier, suit les travaux des sections Education permanente, Sciences exactes, Sciences sociales et Information;
- Chapuis Adrien (CH) 35.15
- Administration du programme des boursiers UNESCO;
 - Camps scientifiques;
 - Réorganisation et gestion de la bibliothèque
- de Schoulepnikoff Chantal (SCT)
- Ecoles associées de l'UNESCO;
 - Suit également les travaux des sections Education, Jeunesse et Culture.

- 15 -

Service administratif et chancellerie

Gurtengasse 5

<u>Conus Max-André</u>	(CM)	Chef de chancellerie	35.16
- Service administratif de la Direction;			
- Service de documentation de la Direction;			
- Direction des chancelleries			
<u>Marlétaz Adrien</u>		Suppléant	35.12
- Enregistrement et classement :			
- Organisations des Nations Unies;			
- Institutions spécialisées de l'ONU.			
<u>Gropetti Guido</u>			35.21
- Enregistrement et classement :			
- Affaires culturelles et de l'UNESCO;			
- Affaires scientifiques internationales.			
<u>Matthey Renato</u>			35.21
- Enregistrement et classement :			
- Organisations européennes;			
- Statut des organisations internationales.			
<u>Müller Markus</u>			35.21
- Enregistrement et classement :			
- Oeuvres d'entraide internationale;			
- Organisations et congrès internationaux.			
<u>Roth Werner</u>			35.08
- Transmission et distribution du courrier;			
- Distribution du matériel; mobilier et inventaire;			
- Travaux divers.			
<u>Dini Sergio</u>		Eigerstrasse 71	35.60
- Enregistrement et classement :			
- Missions de secours en cas de catastrophe à l'étranger.			

Direktion für internationale Organisationen

23.4.76, 14³⁰

I. Ueberblick

X Direktor: Botschafter de Ziegler (Westbau 152) 16.30

X Stell. Direktorin: Minister Pometta (Westbau 258) 61.35.02

Der Delegierte für Katastrophenhilfe: Arthur Bill (Eigerstr. 71)

X Sektion Vereinte Nationen und Internationale Organisationen:

Chef: Franz Muheim (Gurtengasse 5)

Sektion Internationale Hilfswerke:

Chef: Pierre Barbey (Eigerstrasse 71)

Sektion Katastrophenhilfe:

Chef: Claude Ochsenbein (Eigerstrasse 71)

Sektion Internationale Wissenschaftliche Angelegenheiten:

Chef: Jean Olivier Quinche (Gurtengasse 5)

Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten:

Chef: Paul Stauffer (Gurtengasse 5)

Generalsekretariat für die nationale UNESCO-Kommission:

Generalsekretär: Jacques Rial (Eigerstrasse 71)

Administrative Dienste und Kanzlei:

Kanzleichef: Max-André Conus

II. Die wichtigsten Aufgabenbereiche der Sektionen

Der Direktor befasst sich ganz besonders mit den kulturellen und UNESCO-Angelegenheiten sowie mit den internationalen Fragen des Umweltschutzes.

Die stellvertretende Direktorin betreut besonders die Sektion Vereinte Nationen und Internationale Organisationen und die Sektion Internationale Wissenschaftliche Angelegenheiten sowie die Immobilienstiftung FIPOI, Personalprobleme.

Herr Bourgnon, der dem Direktor unterstellt ist, betreut speziell Fragen des Umweltschutzes in den Internationalen Organisationen sowie Fragen der Raumplanung, Urbanismus, Zuständigkeiten der Gemeinde- und Regionalbehörden. Er ist sodann zuständig für die "Behandlung der Dokumentation der Internationalen Organisationen und diplomatischen Missionen" (Zirkular vom 23.7.73).

Sektion Vereinte Nationen und Internationale Organisationen

| Franz Muheim, Sektionschef

| Armin Kamer, Stellvertreter des Chefs, befasst sich mit:

- UNO: politische und Wirtschaftsfragen
 - Europäische Wirtschaftskommission
 - Konferenz der Vereinten Nationen für Handel und Entwicklung UNCTAD
 - Organisation der Vereinten Nationen für industrielle Entwicklung ONUDI
 - Wirtschafts- und Sozialrat ECOSOC
 - Entwicklungsprogramm der Vereinten Nationen PNUD
- Sonderinstitutionen der Vereinten Nationen
 - Weltgesundheitsorganisation
 - FAO
 - Internationale Arbeitsorganisation
 - Internationale Zivilluftfahrtorganisation
 - Weltorganisation für Meteorologie
 - Weltpostverein
 - Internationaler Fernmeldeverein

Wichtig: Herr Kamer ist mit der Aufsicht darüber betraut, welche Funktionäre an internationalen Konferenzen teilnehmen.

Der Sektion gehören ferner an:

Marianne von Grünigen (Friedenserhaltung, Menschenrechte, Beitritt zur UNO, Blauhelme etc.)

Hansrudolf Hoffmann (Probleme der Wiener Konvention, Rechtsfragen im Zusammenhang mit Sitzverträgen etc.)

Francis Gruber Sektionssekretariat. Sanktionen gegen Rhodesien, Verlegung von Organisationen nach Wien, FIPOI, Dokumentation der Sektion

Roger Pizzotti Beiträge an die verschiedenen internationalen Organisationen, Organisation von Kongressen und Konferenzen in der Schweiz und im Ausland, Beiträge der Schweiz an internationale Organisationen, Liste der Schweizerfunktionäre im Dienste internationaler Organisationen, u.a.m.

Sektion Internationale HilfswerkePierre Barbey Chef*Eigenh.*Emil Koetschet Stellvertreter

Paul Morgenthaler (Milchpulver, Getreidehilfe, internationales Ernährungsprogramm, Verbindungsmann zur Abteilung für Landwirtschaft und Getreideverwaltung, Verbindung zur SWISSAID, CARITAS etc.)

Pierre de Graffenried (IKRK, Vorbereitung der Konferenz von Lugano und der Konferenz von Genf über die Menschenrechte, Rechtsfragen, Menschenrechte)

Markus Kaiser (UNICEF, UNRWA, PAM, Jahr der Frau, Familienplanung, Kindesrecht, Verbindung zur technischen Zusammenarbeit)

Viktor Lauper u.a. Dokumentation und Kreditüberwachung

Sektion für Katastrophenhilfe im AuslandClaude Ochsenbein Sektionschef

Otto Burkhardt

Simon de Dardel

Hans Vettiger

Sektion Internationale Wissenschaftliche Angelegenheiten

Jean Olivier Quinche Sektionschef
(Politische und juristische Fragen der wissenschaftlichen Zusammenarbeit, Koordination, Teilnahme an verschiedenen Organisationen wie CERN, INTELSAT etc.)

Charles Abegglen Stellvertreter
(Finanzfragen, Infrastrukturfragen, CERN und SUPERCERN etc.)

Peter Krapf (Atomenergie, CERN, wissenschaftliche Fragen der OECD, UNESCO, Europarat)

Eva Jarolim Verbindung zu den schweizerischen Wissenschaftsattachés im Ausland, Ueberprüfung der Tätigkeit des Wissenschaftsrates und des Nationalfonds, verschiedene Sekretariate Uebersetzungen und Dokumentation

Sektion für kulturelle und UNESCO-AngelegenheitenPaul Stauffer Sektionschef

- Kulturpolitische Probleme auf internationaler Ebene (Kontakte mit den zuständigen Organisationen)
- Zwischenstaatlicher Kulturaustausch (Veranstaltungen, Verträge, Stipendien)
- Koordination der schweizerischen Kulturpolitik und Werbung im Ausland in Zusammenarbeit mit den Auslandsvertretungen und den zuständigen schweizerischen Institutionen (Vertretung des Departements in den betreffenden Kommissionen) Fragen des schweizerischen "Image" im Ausland
- Beobachtung des kulturellen Lebens in der Schweiz und Information der Auslandsvertretungen
- Multilaterale Kulturbeziehungen
- Auswertung der kulturellen Berichte der Botschaften

Hedwig Brüngger, Frl. Stellvertretung des Sektionschefs
in bilateralen Fragen

- Bilaterale Kulturbeziehungen
- Schweizerische Kulturwerbung und Information im Ausland, ständige Kontakte mit den schweizerischen Institutionen
- Mitwirkung bei der Vorbereitung von Auslandaktionen, Beschaffung von Auskünften, Material (z.B. Filme), Unterlagen
- Beobachten der kulturellen Tätigkeit des Auslands in der Schweiz
- Mithilfe bei kulturellen Unternehmungen ausländischer Staaten in der Schweiz
- Zusammenarbeit mit schweizerischen Institutionen bei Studienreisen ausländischer Gäste

Gaudenz Ruf Stellvertretung des Sektionschefs in
multilateralen Fragen

- Multilaterale Kulturbeziehungen (insbesondere UNESCO, CCC des Europarates)
- Allgemeine Fragen des Stipendienwesens, Probleme der Bildungspolitik
- Bilaterale Kulturbeziehungen (Sonderfälle)
- Textrevisionen für Publikationsvorhaben der Koordinationskommission für die Präsenz der Schweiz im Ausland und für die Stiftung Pro Helvetia

Jean-François GuerryMitarbeit auf dem Gebiet der
bilateralen Kulturbeziehungen

- Beantwortung von Anfragen aus dem Ausland betreffend schweizerische kulturelle Institutionen und die Kulturpolitik in der Schweiz
- Fühlungnahme mit den zuständigen Behörden und Persönlichkeiten
- Verschiedene Korrespondenz sowie gelegentliche Spezialaufgaben (Korrektur französischer Texte, Uebersetzungen aus dem Japanischen etc.)

Felber Erika, Frau

- Stipendienaktion (fortgeschrittene Länder)
- Einholen und Erteilen von Auskünften auf dem Gebiete des Erziehungswesens
- Sammeln und Verteilen (an schweizerische Institutionen) der kulturellen Dokumentation unserer Vertretungen (Zeitschriften, Zeitungsausschnitte, Bücher)
- Dokumentation der Kultursektion

17.3.76

10. März 1976
~~29. April 1975~~

P o l i t i s c h e D i r e k t i o n

Politische Abteilung I (Europa, Nordamerika)

162		A. Hegner (HT)	
W 164	Chef	Botschafter Charles Müller	31.44
		Stellvertretender Direktor	
W 156		Telefon: Frl. Widrig/Keller	30.24
W 156	Sekretariat	Frl. Ruth Haab	30.24
W 349		U. Ambühl	31.59
W 350	Stellvertreter	Arnold Hugentobler	31.25
W 342		Claudio Caratsch	31.48
		Bilateraler Bereich	

Arbeitsplan

Multilateraler Bereich

W 350	Hugentobler A. HU, 31.25	Europarat:	
		G 31 Y. Moret	35.38 (MY)
W 344	Zehnder J. J. P. X ZP. XX 31.64	G 17 A. Vallon	35.72 (VL)
W 343	Bischof P. X	(ab späterem Datum)	

Bilateraler Bereich

W 342	Caratsch C. CA, 31.48	USA, UdSSR	
W 348	Cuennet H. CE, 31.63	Andorra, Belgien, Berlin, BRD, Frankreich, Griechenland, Grossbritannien, Irland, Italien, Kanada, Luxemburg, Malta, Monaco, Niederlande, Oesterreich, Portugal, Spanien, Türkei, USA, Zypern, Vatikan	
W 346	Wyss K.O. WA, 31.49	Albanien, Bulgarien, Dänemark, DDR, Finnland, Island, Jugoslawien, Norwegen, Polen, Rumänien, San Marino, Schweden, Tschechoslowakei, Ungarn, UdSSR	
W 349	Sekretariat für beide Bereiche: Frl. Ursula Ambühl		31.59

Geographische Zuständigkeit

Politische Abteilung I (Europa, Nordamerika)

Albanien	WA	Malta	CE
Andorra	CE	Monaco	CE
Belgien	CE	Niederlande	CE
Berlin	CE	Norwegen	WA
Bulgarien	WA	Oesterreich	CE
BRD	CE	Polen	WA
Dänemark	WA	Portugal	CE
DDR	WA	Rumänien	WA
Finnland	WA	San Marino	CE
Frankreich	CE	Schweden	WA
Griechenland	CE	Sowjetunion	WA/CA
Grossbritannien	CE	Spanien	CE
Irland	CE	Tschechoslowakei	WA
Island	WA	Türkei	CE
Italien	CE	Ungarn	WA
Jugoslawien	WA	Vatikan	CE
Kanada	CE	Vereinigte Staaten von Amerika	CE/CA
Luxemburg	CE	Zypern	CE

10. März 1976
~~1. Juni 1975~~POLITISCHE DIREKTIONAbteilung II

(Afrika, Asien, Ozeanien, Naher Osten, Lateinamerika)

W 162	Chef	Botschafter J. Iselin (IS)	31.02
164		Stellvertretender Direktor	
W 156	Sekretariat	Frl. R. Haab Frl. H. Widrig	30.24
W 54	Stellvertreter	H. Kaufmann	31.34

Arbeitsplan

(multilateraler und bilateraler Bereich)

W 54	<u>Kaufmann H.</u>	Stellvertreter des Chefs
	KH	31.34
	Stellvertr.: Rüegg	
W 50	<u>Huguenin C.</u>	Sachbearbeiter für:
	HD	31.35
	- Afrika, ohne die an das Mittelmeer anstossenden Länder.	
	Stellvertr.: Vogt	
Bg 211	<u>Jossen H.</u>	Sachbearbeiter für:
	JH	31.38
	Stellvertr.: Vogt	
	- Abwicklung des schweizerisch-kubanischen und des schweizerisch-ägyptischen Entschädigungsabkommens (inkl. Sequesterfälle und Agrarreform);	
	Stellvertr.: Luciri	- Arabischer Israel-Boycott;
	Stellvertr.: Huguenin	- OUA-Boycott.
W 58	<u>Luciri P.</u>	Sachbearbeiter für:
	LC	31.43
	Stellvertr.: Rüegg	
	- die Länder des Nahen Ostens;	
	- an das Mittelmeer anstossende Länder;	
	- Iran;	
	- Erdoelfragen.	
W 52	<u>Rüegg A.</u>	Sachbearbeiter für:
	RS	31.36
	Stellvertr.: Luciri	
	- Asien und Ozeanien.	
W 56	<u>Vogt H.</u>	Sachbearbeiter für:
	VG	31.27
	Stellvertr.: Huguenin	
	- Lateinamerika;	
	- Kriegsmaterialausfuhr	

Geographische Zuständigkeit

Aegypten	LC	Madagaskar	HD
Aethiopien	HD	Malawi	HD
Afghanistan	RS	Malaysia	RS
Algerien	LC	Malediven	RS
Angola	HD	Mali	HD
Argentinien	VG	Marokko	LC
Australien	RS	Mauretanien	HD
Bahamas	VG	Mauritius	HD
Bahrain	LC	Mexiko	VG
Bangladesh	RS	Mongolei	RS
Barbados	VG	Mozambique	HD
Bhutan	RS	Nauru	RS
Bolivien	VG	Nepal	RS
Botswana	HD	Neuguinea	RS
Brasilien	VG	Neuseeland	RS
Burma	RS	Nicaragua	VG
Burundi	HD	Niger	HD
Chile	VG	Nigeria	HD
China	RS	Obervolta	HD
Costa Rica	VG	Oman	LC
Dahomey	HD	Pakistan	RS
Dominikanische Republik	VG	Panama	VG
Ecuador	VG	Papua	RS
Elfenbeinküste	HD	Paraguay	VG
Fidschi	RS	Peru	VG
Formosa	RS	Philippinen	RS
Gabun	HD	Qatar	LC
Ghana	HD	Rhodesien	HD
Grenada	VG	Rwanda	HD
Guatemala	VG	Salvador	VG
Guinea	HD	Sambia	HD
Guinea-Bissau	HD	Sansibar	HD
Guyana	VG	Saudi-Arabien	LC
Haiti	VG	Senegal	HD
Honduras	VG	Sierra Leone	HD
Hongkong	RS	Singapour	RS
Indien	RS	Somalia	HD
Indonesien	RS	Sri Lanka	RS
Irak	LC	Sudan	HD
Iran	LC	Südafrika	HD
Israel	LC	Südwestafrika	HD
Jamaika	VG	Surinam (ab Dez. 1975)	VG
Japan	RS	Syrien	LC
Jemen	LC	Tanzania	HD
Jordanien	LC	Thailand	RS
Kamerun	HD	Togo	HD
Kenia	HD	Tonga	RS
Republik Khmer	RS	Trinidad und Tobago	VG
Kolumbien	VG	Tschad	HD
Kongo (Brazza)	HD	Tunesien	LC
Korea (Pyongyang)	RS	Uganda	HD
Korea (Söul)	RS	Uruguay	VG
Kuba	VG	Venezuela	VG
Kuwait	LC	Vereinigte Arabische Emirate	LC
Laos	RS	Vietnam	RS
Lesotho	HD	Westsamoa	RS
Libanon	LC	Demokratische Volksrepublik Zaire	HD
Liberia	HD	Zentralafrikanische Republik	HD
Libyen	LC		

Gebiete, die aussenpolitisch von europäischen Staaten abhängig und der Abteilung II zugeteilt sind:

Abhängige Gebiete mit verschiedenem Grad von Selbständigkeit

Antarktis	VG
Assoziierte Staaten Westindiens	VG
Leeward-Inseln: Anguilla, Antigua, St. Christopher, Nevis, Sombbrero	
Windward-Inseln: Dominica, St. Lucia, St. Vincent	
Bermuda-Inseln	VG
Britische Territorien im Indischen Ozean	RS
Brunei	RS
Cayman-Inseln	VG
Gilbert- und Ellice-Inseln	RS
Neue Hebriden	RS
Honduras - britischer Teil	VG
Hongkong	RS
Jungfern-Inseln - britische	VG
Niederländische Antillen	VG
Pitcairn	RS
Salomonen - britische	RS
St. Helena	HD
Seschellen	HD
Spanisch Sahara	HD
Timor	RS
Turks- und Caicos-Inseln	VG